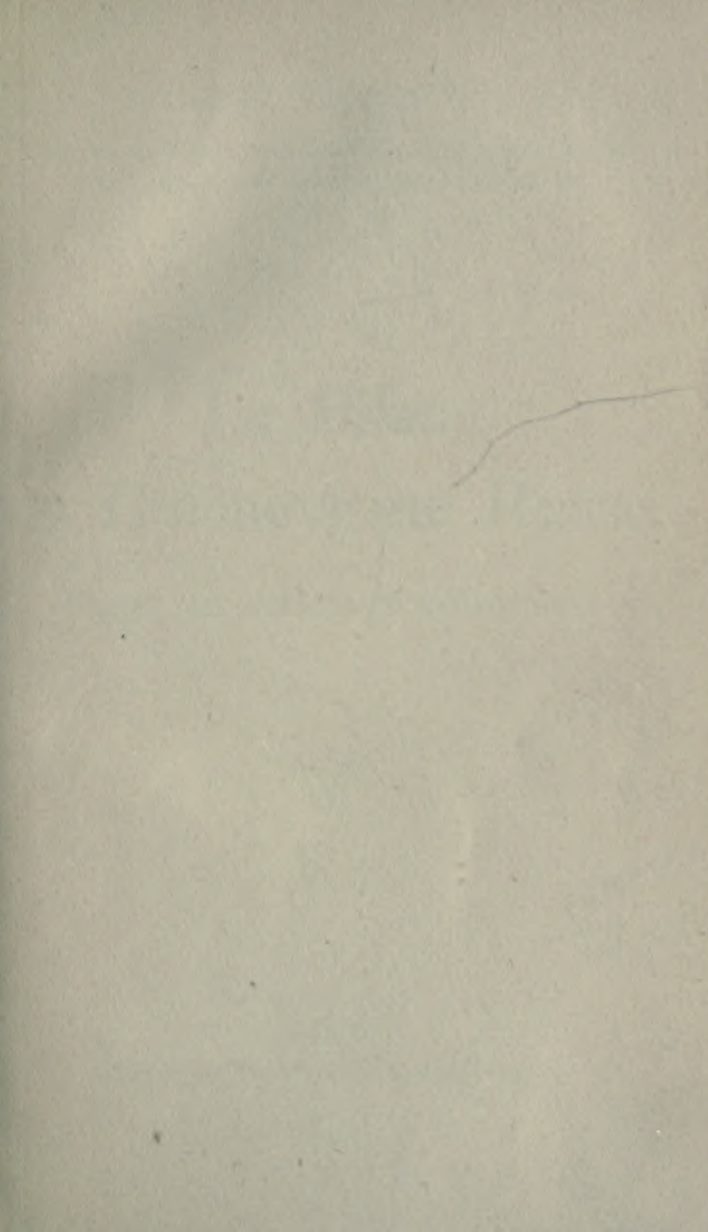


DIMITRY GAVRONSKY
Délégué du Parti Socialiste-révolutionnaire Russe
à la Conférence Internationale Socialiste

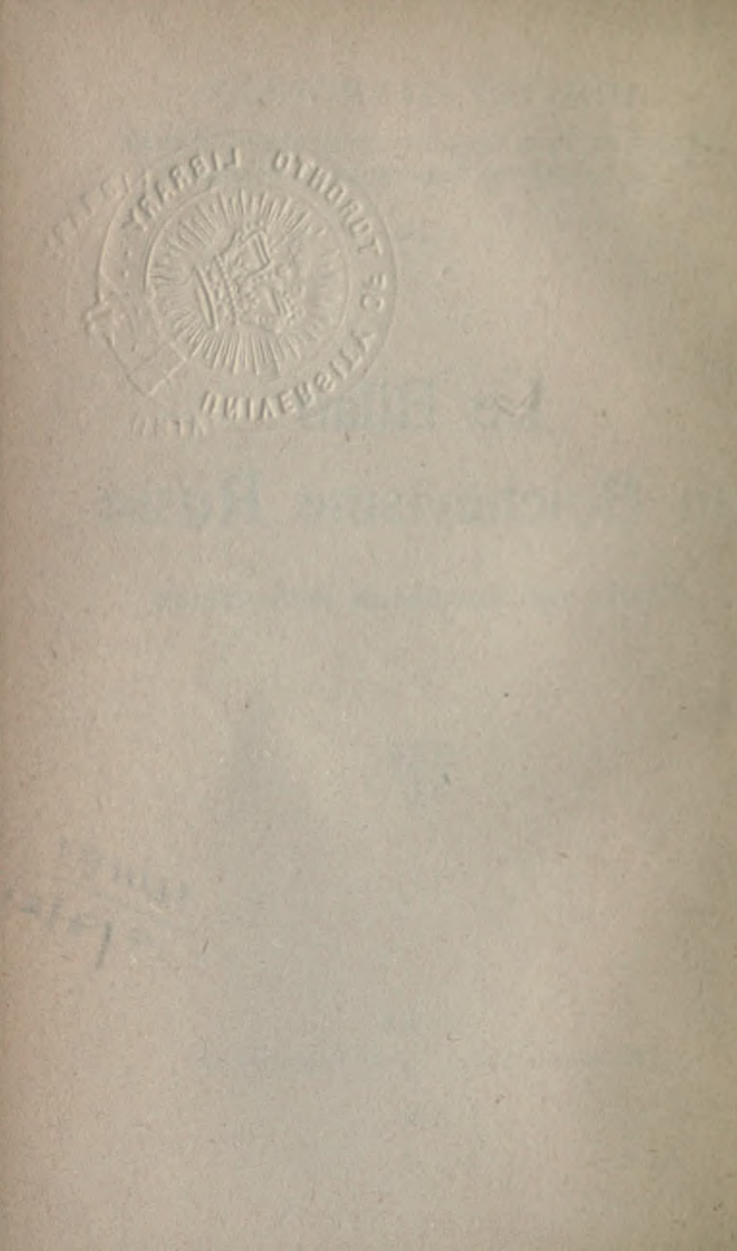
Le Bilan du Bolchevisme Russe

d'après des documents authentiques



PARIS
Imprimerie Union, 46, Bd Saint-Jacques

1920



PREFACE

Ce n'est pas la haine du bolchevisme, mais un amour profond pour le peuple russe et un souci extrême du sort du socialisme qui ont inspiré cette brochure.

Voici seize ans que je prends part au mouvement socialiste russe. La guerre même n'a pas interrompu cette activité. Dès le début du conflit jusqu'à sa fin, j'ai été un internationaliste convaincu ; j'ai participé au mouvement zimmerwaldien et suis allé, en qualité de délégué officiel, à Kienthal. Mais s'est précisément parce que le socialisme me tient tant à cœur que je suis un adversaire convaincu du bolchevisme.

Qu'on lise le quatrième chapitre de cette brochure : tous ses éléments sont empruntés uniquement à des documents bolchevistes authentiques. Qu'on le lise et qu'on se demande si c'est vraiment le socialisme qui règne en Russie à l'heure qu'il est.

Janvier 1919. Dimitry GAWRONSKY.

I

LA RUSSIE AVANT LA REVOLUTION

Le début du mouvement révolutionnaire russe, dans sa forme ordonnée et organisée, remonte à une cinquantaine d'années. Pendant les trois premières décades ce ne fut pas un mouvement des masses. Il se réduisait uniquement à l'activité d'organisations souterraines, qui menaient une active propagande dans les larges couches populaires et dont la méthode de combat, surtout pendant la période de lutte politique aiguë qui va de 1878 à 1882, consistait principalement en actes terroristes dirigés contre les représentants les plus marquants de l'absolutisme. Durant toute cette période, le mouvement révolutionnaire fut presque entièrement entre les mains des intellectuels russes ; en des cas isolés seulement, on vit s'y associer des paysans ou des ouvriers. Il ne s'agissait donc encore que d'une lutte des intellectuels pour la libération du peuple, et non de la lutte du peuple pour sa propre libération.

Vers la fin de la dernière décade du XIX[e] siècle, la situation commença à se modifier. Dès cette époque les larges couches populaires, les représentants de la classe ouvrière surtout descendent dans l'arène sociale.

Le mouvement révolutionnaire, s'amplifiant et s'intensifiant, gagne des milieux de plus en plus larges et aboutit finalement au soulèvement de 1905, qui faillit se terminer par une victoire complète de la masse ouvrière. Mais, au dernier moment, l'absolutisme réussit à se maintenir. C'est avec un acharnement redoublé qu'il se retourne alors contre les masses populaires et leurs chefs, — les partis socialistes — ; aidé par un terrorisme qui ne connaît pas de limites, il parvient cette fois encore à maîtriser l'émeute. Mais il n'y parvient que pour un temps. Car le mouvement révolutionnaire en Russie avait des racines profondes dans les conditions objectives de toute la structure de l'Etat russe.

La Russie tzariste a présenté pendant plusieurs siècles l'exemple de l'exploitation la plus intense et la plus implacable des masses laborieuses par un petit nombre de possédants. Dès ses premiers débuts, au temps où elle exploitait le travail des esclaves blancs, c'est-à-dire des paysans enchaînés à l'usine, l'industrie russe encaissait déjà de larges profits, en se servant du concours de l'Etat sous forme de subsides et de commandes, et en usant de ses ouvriers dans une mesure illimitée. Pour se garantir contre toute concurrence du dehors, elle élevait une muraille de tarifs protecteurs. Aussi ne se trouvait-elle pas obligée d'améliorer sensiblement ses méthodes de production. Elle était sûre, sans cela, d'écouler ses produits et pouvait baser son système, non pas sur un principe de production rationnelle, mais sur celui de la rapine. Ayant un protecteur aussi puissant que le pouvoir gouvernemental russe, qui s'acharnait à poursuivre et à détruire méthodiquement toutes les organisations

ouvrières, en usant au besoin de la force armée, l'industrie russe créa à la classe ouvrière des conditions d'existence, comme on n'en rencontrait nulle part chez les peuples cultivés. La législation ouvrière était encore à l'état embryonnaire. Les droits de l'ouvrier n'étaient pas protégés et le travailleur russe touchait pour la journée de travail la plus longue le salaire le plus bas. En outre, le travail avait lieu dans des conditions d'hygiène absolument déplorables. On usait du travail des femmes et des enfants sans le soumettre à une surveillance ou à un contrôle quelconque. L'insuffisance des salaires obligeait les ouvriers à sacrifier leurs familles et fournissait au capitaliste de nouvelles possibilités d'exploitation et de nouvelles sources de profits.

Mais, quelque difficile qu'ait été la situation des ouvriers, celle des paysans était encore plus pénible. Au moment de l'émancipation des serfs on leur avait accordé des parcelles de terre tout à fait insuffisantes et dont le prix de rachat dépassait du triple la valeur réelle. L'insuffisance des lots et les impôts écrasants rendaient leur vie extrêmement pénible durant les dernières décades. Le revenu de leur terre ne suffisait pas aux paysans pour subsister et ils étaient obligés de prendre en fermage, quel qu'en fut le prix, des lots appartenant aux propriétaires voisins (1).

(1) Il faut prendre en considération ce fait que sur la totalité de la classe paysanne russe, qui constitue 80 pour cent de la population de toute la Russie, 10 pour cent ne possédaient rien et 60 pour cent ne disposaient que d'une quantité de terre minime. Ceux-là se voyaient donc forcés de prendre en fermage des terres apparte-

Ceux-ci se prêtaient volontiers aux demandes de fermage des paysans. Quant aux taux des fermages, l'expression « fermage de famine », courante en Russie, fournit là-dessus un témoignage suffisant. D'après les évaluations de la statistique russe, le paysan cédait au propriétaire, comme prix du fermage, non seulement tout le bénéfice, mais encore 20 à 40 pour cent de ce qu'il aurait dû toucher comme salaire. Pour s'acquitter du prix du fermage et des impôts, le paysan russe se voyait obligé de vendre la majeure partie de sa récolte aussitôt qu'elle était rentrée. Aussi se trouvait-il, vers la fin de l'hiver, dans la nécessité de racheter son propre blé à des prix infiniment plus élevés. D'où ce fait paradoxal de la vie russe, que notre classe paysanne, principal producteur de blé, se trouvait être, en même temps, le principal acheteur de blé.

Mais, pour acheter du blé, il faut de l'argent. Où le prendre ? Il fallait se le procurer chez des usuriers ou au moyen du système répandu des corvées, qui consistait à rembourser le prêt par le travail. Mais l'évaluation de celui-ci et des frais était telle, que le paysan remboursait souvent une somme dix fois supérieure à celle qu'il avait empruntée.

Faut-il s'étonner, dans ces conditions, que la statistique russe, qui voulut dans les années précédant immédiatement la guerre, établir le bilan de la pros-

---

nant à autrui. Sur les 30 pour cent qui restaient, dix pour cent seulement étaient des paysans indépendants et aisés ; les autres (20 pour cent) parvenaient à grand' peine à se nourrir avec le produit de leur terre et avaient également recours au fermage des parcelles d'autrui.

périté du paysan russe, ait abouti au tableau suivant : si l'on évalue à 424 kilos la quantité minime de blé, nécessaire à un paysan pour subsister humainement (tous les autres besoins sont compris dans ce chiffre), on voit que 10 pour cent de la population disposait de moins de 300 kilos, 80 pour cent de plus de 300 kilos sans toutefois arriver à la quantité minima, et 10 pour cent seulement d'une quantité supérieure à ce minimum. Cela équivaudrait à une véritable dégénérescence physique d'un grand peuple. La mortalité infantile atteignait dans les campagnes le chiffre, inouï pour un pays cultivé, de 30 à 35 pour cent. Les hommes vieillissaient rapidement, mouraient prématurément, l'organisme affaibli n'ayant pas la résistance nécessaire ; des épidémies de toutes sortes décimaient les villages. Tous les ans, le choléra, ce terrible hôte asiatique, qui a totalement disparu dans la majorité des pays cultivés, faisait sa réapparition en Russie, ravageant un nombre plus ou moins grand de provinces.

Afin d'empêcher le paysan russe de comprendre l'horreur de la situation qui lui était faite, et pour le maintenir plus aisément dans son état d'esclavage, on l'entoura d'un réseau épais d'obscurantisme et d'ignorance. Non seulement l'Etat ne faisait rien pour l'éduquer et l'instruire, mais il faisait tout pour empêcher qu'un rayon de lumière pénétrât dans l'intérieur des villages. Les communications entre les villes et les villages étaient rendues extrêmement difficiles. Toute aspiration vers la culture, tout essai d'un rapprochement avec le paysan, afin de lui inculquer quelque savoir, se heurtaient à des obstacles presque insurmontables. Même l'organisation de conférences trai-

tant de sujets agricoles suscitait les soupçons et n'était tolérée que dans des cas exceptionnels.

Ainsi le grand peuple russe, comprenant 80 pour cent d'illettrés, vivait dans des ténèbres profondes, souffrant de la faim, lésé dans ses intérêts corporels et intellectuels, mais créant par un travail quasi surhumain, du bien-être et de la richesse pour les classes possédantes. Une haine formidable contre ses oppresseurs s'amoncelait et bouillonnait dans ses veines, — une haine qui se manifestait de temps à autre par des émeutes et des révoltes, se déchaînant avec une force élémentaire. Pour se garantir contre de pareilles explosions, les classes régnantes se servaient du puissant appareil gouvernemental à l'aide duquel elles écrasaient implacablement toute tentative de soulèvement.

Le calcul des classes possédantes était faux cependant. Peu d'années après l'écrasement de la première révolution russe, en 1905, la vague du mouvement révolutionnaire se remit à monter et à croître. Chaque année qui passait augmentait sa puissance. Les révoltes paysannes reprirent de plus belle et de nouveau les ouvriers descendirent en masse dans la rue ou protestèrent au moyen de grèves. En 1914, la dislocation inévitable semblait imminente. Le conflit paraissait avoir atteint son point culminant, et la solution semblait toute proche... C'est à ce moment que survint la guerre mondiale.

Durant les premières années de la guerre, le caractère de profonde injustice et de rapine inhérent au tzarisme apparut comme ramassé dans un foyer. L'énorme masse de paysans et d'ouvriers mal instruits, à peine armés et conduits par des chefs, dont les uns

étaient des incapables et les autres des traîtres, se heurta à l'impérialisme allemand, armé selon toutes les règles de la technique moderne. En face de l'artillerie lourde et des gaz asphyxiants, en face de l'aviation supérieure des ennemis, cette masse russe se trouva presque complètement désarmée et dut payer cette infériorité par des milliers de vies humaines. Pendant ce temps, à l'arrière, des nuées de profiteurs de la guerre se livraient à des bacchanales sauvages au milieu des cadavres de millions de soldats. Les fonctionnaires russes, dont le manque d'honnêteté et la corruption étaient depuis longtemps proverbiaux, semblaient, du haut en bas de la hiérarchie, avoir perdu le peu de pudeur et de conscience qui leur restait. Les milliards des deniers publics destinés au ravitaillement et à l'équipement de l'armée, restaient collés à leurs doigts gluants, et c'est le soldat qui payait ce crime en donnant son sang. La mobilisation de l'industrie enleva à l'ouvrier son dernier reste de liberté, tout en augmentant démesurément les profits des capitalistes. Par tout le pays se répandirent des spéculateurs qui trafiquaient avec les objets de première nécessité, contribuant encore davantage à enrichir les riches et à appauvrir les larges masses populaires. Pour les riches la mobilisation n'exista que sur le papier. Seuls ceux qui le voulaient partirent pour la guerre, tandis que les autres se contentaient d'occuper à l'arrière un poste avantageux et à l'abri de tout danger. Mais il arriva un moment où la patience populaire fut à bout ; et le tzarisme russe, affaibli par ses défaites au front et ses innombrables maladies à l'intérieur, s'écroula en mars 1917, d'un seul coup, sous la simple poussée des masses populaires et presque

sans effusion de sang. Les portes de l'immense prison, dans laquelle le peuple russe avait souffert pendant des siècles, furent enfoncées. Les lourdes chaînes, qui paralysaient les mains du peuple, tombèrent. Il pouvait entreprendre la création d'une vie nouvelle dans la liberté.

Mais quelles étaient les forces dont il disposait pour accomplir cette œuvre ? Quelles étaient les conditions dans lesquelles il avait à vivre ?

II

LA FAIBLESSE INTERIEURE DE LA REVOLUTION RUSSE

Le peuple russe, libéré du joug tzariste, était affligé d'un lourd héritage. La guerre mondiale, qui se prolongeait de plus en plus, pesait d'un poids énorme sur ses épaules. Le pays qui possédait une industrie peu développée, obligé avant la guerre d'importer 60 pour cent des produits manufacturés dont il avait besoin, était maintenant presque séparé du monde entier, et ceci à un moment où sa propre industrie avait dû se mettre entièrement au service de la guerre. La désorganisation des transports et la spéculation effrénée avaient créé une crise très grave des produits alimentaires, dont les villes et les provinces dépendant de l'importation de ces produits eurent particulièrement

à souffrir. Trois problèmes impérieux réclamaient une solution immédiate : il fallait préparer la paix, approvisionner le peuple en blé et consolider la liberté acquise. Ces problèmes formidables ne pouvaient être résolus que par le peuple lui-même, mettant en mouvement toutes les forces dont il disposait. Mais le peuple était sorti de la prison tzariste sans la moindre organisation professionnelle ou politique, sans expérience ni instruction. Il était épuisé et couvert de blessures, pareil au héros du conte à peine échappé de la caverne obscure, où il avait passé des siècles sans voir le jour. Le soleil de la liberté avait ébloui le peuple. Il restait là, inerte, sans savoir ce qu'il devait faire. Cependant une joie immense et un enthousiasme puissant s'emparèrent de lui dès l'instant de sa libération. Il oublia toutes ses souffrances, sa haine contre ses oppresseurs d'autrefois et se pénétra aussitôt de sentiments de profonde humanité et de solidarité socialiste. Il dirigea toutes ses forces et toute son énergie vers un but unique, la création d'une vie nouvelle. C'est ainsi qu'on vit des paysans, peu empressés autrefois à céder leur blé au tzar, augmenter soudain considérablement leurs livraisons; on vit des ouvriers, épuisés par un travail écrasant et par la faim, habitués à travailler sous la menace du knout, non pas cesser le travail, aussitôt que le fouet fut tombé des mains de leurs oppresseurs, mais s'imposant une discipline sévère, augmenter notablement l'intensité et la productivité du labeur, stimlués par l'idée d'un avenir merveilleux. Au front les désertions diminuèrent subitement; on aurait même dit que les soldats se réconciliaient dans une certaine mesure avec le fait de la guerre. Les partis socialis-

tes abandonnèrent aussitôt leurs discussions et leurs disputes et se mirent d'un même élan au travail commun. Le peuple ouvrier suivit de bon gré les chefs, qu'il trouva aux premières semaines de la Révolution dans ce qu'on nommait « la démocratie révolutionnaire ». Cette démocratie révolutionnaire, constituée par les éléments les plus avancés des milieux intellectuels, de l'armée, des classes paysanne et ouvrière, se tourna vers le peuple travailleur et lui cria : « Opprimés pendant des siècles, vous avez vécu dans l'obscurantisme et la famine; dans l'immense prison qu'on nomme la Russie absolutiste. Mais voici cette prison écroulée; maintenant il s'agit de tendre toutes nos forces pour entreprendre la réédification de la Russie laborieuse. Aussi longtemps que cette tâche énorme, compliquée encore par le fait qu'elle doit s'accomplir sous la pression pénible de l'ennemi extérieur, ne sera pas remplie par vous, aussi longtemps que cet édifice ne sera pas construit, personne d'entre vous ne pourra compter jouir d'un beau logement clair et d'une vie pure, calme et heureuse. Chacun doit décupler sa force : elle ne sera plus employée au profit d'oppresseurs étrangers, mais au profit des opprimés. La période des grands sacrifices et des privations n'est pas encore écoulée ». Et il semblait, en effet, au cours de ces premières semaines, que le peuple, malgré son ignorance et son manque d'organisation, eût compris cette idée simple mais décisive et se fût laissé pénétrer par elle. Le peuple semblait avoir compris que la Révolution n'était pas une fête, mais un travail redoublé, qu'elle devait être non seulement la destruction de ce qui avait existé jusqu'alors, mais la création systématique, ininterrompue, intense d'un

ordre nouveau; que la Révolution ne pouvait du seul fait d'avoir brisé d'anciennes chaînes, fournir le pain et la liberté; qu'un avenir meilleur ne pouvait être créé que grâce à un travail persévérant et incessant des bras libérés. Malheureusement cette lueur qui avait traversé l'esprit du peuple, devait s'éteindre bientôt...

Dès le premier jour de son avènement, la Révolution russe lança le mot d'ordre d'une paix générale démocratique, d'une paix sans vainqueurs ni vaincus, sans annexions ni contributions. Mais à cette époque, la paix générale était impossible. Et la Révolution russe n'était pas disposée à faire la paix séparée. Elle y aurait vu une trahison de ses principes fondamentaux. Elle aspirait à la fraternité de tous les peuples et ne voulait pas ménager le sang du seul peuple russe, à un moment où sur des fronts innombrables les masses ouvrières de presque tous les pays civilisés de la terre continuaient à se massacrer. La Révolution russe resta fidèle à ses principes et fit appel à la démocratie laborieuse du monde entier afin d'entreprendre la lutte pour une paix générale et juste. Mais elle ne voulait pas non plus être écrasée par l'impérialisme triomphant des puissances centrales. Aussi continua-t-elle, en y appliquant ses dernières forces, la guerre pour la défense du pays. Une tâche formidable incombait à la démocratie révolutionnaire, appelée à diriger les affaires de l'Etat. C'est alors qu'on se rendit compte, en face de la situation extérieure et intérieure embrouillée jusqu'au tragique, combien peu nombreuses étaient les forces dont la Russie disposait pour venir à bout de sa tâche. Le besoin en travailleurs compétents et expérimentés était énorme;

il fallait des milliers d'hommes énergiques, instruits et aimant le travail; et on en trouvait à peine des centaines. Ce besoin se faisait d'autant plus sentir que la grande masse de la population soumise pendant des siècles à un dur esclavage et maintenue dans une ignorance crasse, ne pouvait se faire de suite à une activité libre et développer l'initiative nécessaire. A chaque pas on avait besoin de maîtres et de chefs, et c'était précisément eux qu'on avait du mal à trouver.

Mais si la difficulté n'avait résidé que là, on serait peut-être parvenu à la surmonter : car un seul jour de révolution fait parfois davantage pour le développement d'un peuple, que des années d'une vie végétative. Malheureusement la situation était bien pire, et déjà au bout de quelques semaines de révolution, il devint évident que les larges masses populaires de Russie étaient non seulement incapables de se mettre au travail social, mais encore y montraient fort peu d'empressement.

A peine écoulées les premières semaines d'allégresse et d'enthousiasme général on vit se dessiner avec une netteté effroyable la désagrégation de tous les liens gouvernementaux et nationaux, de tous les liens de solidarité. Ceci fut peut-être la conséquence la plus pénible de l'héritage du tzarisme. Pendant des siècles entiers les larges masses populaires avaient été habituées à considérer l'Etat comme un mécanisme destiné à les opprimer d'une façon implacable. L'Etat s'identifiait dans leur esprit avec le souvenir des impôts, des administrations de police, bref avec tout un système d'oppression inouïe; le tzarisme était renversé, l'Etat russe allait se transformer en Etat popu-

laire, mais dans la masse du peuple cette transformation psychologique ne s'accomplit pas avec la même rapidité. Il ne lui était pas facile de se pénétrer de l'idée que l'Etat personnifiait désormais la volonté et les intérêts de toute la masse ouvrière, et que par conséquent les intérêts de l'Etat devaient primer les intérêts des individus et des groupes. Il lui était d'autant plus difficile de comprendre cela, que tout ce qu'elle avait pu observer autour d'elle avant la Révolution, n'était véritablement qu'une orgie d'intérêts individuels, où les besoins vitaux du peuple et particulièrement des masses laborieuses étaient sacrifiés à une mince couche sociale. Oui, même après la Révolution, les masses laborieuses ne voyaient pas autre chose autour d'elles : elles voyaient que les classes possédantes se cramponnaient à leurs privilèges et à leurs richesses et qu'on avait beaucoup de mal à les amener à céder à la cause publique ne fût-ce qu'une partie des bénéfices qu'elles avaient réalisés pendant la guerre. Il a fallu, en effet, que les fabricants anglais établis en Russie renoncent de leur propre gré en été 1917 à une partie de leurs bénéfices pour entraîner par leur exemple les capitalistes russes à agir de même !

Extérieurement, tout semblait marcher à souhait. Toute la Russie se couvrait rapidement d'un réseau d'organisations révolutionnaires. Partout les organismes locaux procédaient à des élections, ayant pour base un droit électoral extrêmement démocratique; et ces élections aboutissaient toujours à une majorité socialiste si écrasante, comme l'histoire des partis ne l'avait jamais vu dans aucun pays. Il semblait que

toute la Russie fût soulevée par une puissante vague démocratique et socialiste.

Mais la réalité était bien différente : la Révolution russe accusait une pénurie extrême d'éléments démocratiques et socialistes. Son avant-garde, la démocratie révolutionnaire, était, il est vrai, pénétrée tout entière, jusqu'au dernier de ses représentants, de ces idéals; mais elle ne formait qu'une mince couche à la surface de l'énorme masse populaire. Cette masse, il faut le reconnaître, prenait une part active au vote et envoyait des socialistes à tous les postes importants; mais son activité au profit de la communauté se bornait à cela. Toute sa conduite était absolument anti-démocratique et anti-socialiste. Ceci s'applique malheureusement à trois catégories des troupes de la Révolution russe : les paysans, les ouvriers et les soldats. Pour en fournir la démonstration, nous citerons avant tout l'exemple des paysans.

Au cours des premières semaines de la Révolution, les paysans comme nous l'avons déjà dit, partageaient volontiers l'excédent de leur production avec les autres classes de la population. Les livraisons au front et à l'intérieur avaient considérablement augmenté. Mais cela ne dura pas. L'établissement du monopole et des prix maxima pour le blé n'agréa pas aux paysans producteurs de blé. Bientôt on entendit s'élever des plaintes : la ville ne restituait presque rien au village et les marchandises fournies par elle étaient vendues à des prix excessifs et arbitraires. Ces plaintes étaient tout à fait justifiées. Le problème des prix maxima pour tous les objets de première nécessité s'était, dès les premiers mois de la Révolution, posé devant la démocratie révolutionnaire dans toute

sa formidable ampleur. Mais ce qui était totalement incompréhensible et faux c'est ce qui s'ensuivit. Les livraisons de blé aux villes diminuèrent brusquement et dans une mesure considérable. Il y avait là, tout de même, une certaine logique, si malsaine et nuisible qu'elle fût. Il s'agissait d'une vengeance des paysans contre les habitants des villes. Cependant on vit diminuer les livraisons de blé même dans les campagnes, et la population villageoise des douze gouvernements de la Russie centrale, éprouvés par la mauvaise récolte de l'année précédente, se virent menacés par la famine. Cette population n'était aucunement responsable de la situation. En outre, elle ne pouvait, à l'encontre des villes, fournir de marchandises d'aucune sorte; si elle était livrée à la famine, la cause n'en était que dans la mauvaise volonté montrée par les paysans des autres régions à partager leur blé avec elle. Mais le pire ce fut la forte diminution que subirent les livraisons de blé destinées au front. Des parties considérables de l'armée restées sans approvisionnement, lançaient à l'arrière des appels désespérés et souvent aussi des malédictions. Il en résulta une situation comme on n'en avait jamais vu dans l'histoire : l'arrière refusant le pain et les vivres à ceux qui le défendaient en versant leur sang, en donnant leur vie. Et ceci se produisait à une époque où les paysans ne songeaient nullement à renoncer à la défense du front. Au contraire, partant d'une étrange conception du patriotisme, ils malmenaient parfois les soldats revenant du front parce que ceux-ci ne s'étaient soi-disant pas battus avec assez de bravoure. Mais, tout en réclamant des soldats comme une chose toute naturelle ce sacrifice de leur sang et de leur vie, ils se résignaient

difficilement à faire eux-mêmes un sacrifice infiniment moindre et d'autant plus naturel, celui de mettre une partie de leurs provisions de blé à la disposition du front.

Dans la question du partage des terres, les paysans firent montre d'un entendement politique bien supérieur. Dans un pays immense comme la Russie avec ses formes si variées de propriété, sa densité de population si inégale, ses différences de qualité du sol, une réforme agraire radicale ne saurait être réalisée équitablement et donner des résultats satisfaisants, que si cette œuvre était accomplie par un appareil gouvernemental bien organisé et centralisé. Et ceci, les paysans le comprirent d'instinct. Ils appréhendaient les troubles intérieurs, les luttes qui se seraient inévitablement produites entre les différentes régions, les villages et les partis villageois, si le partage définitif des terres n'était pas réalisé par une institution placée au-dessus de la population. Aussi attendaient-ils patiemment la réunion de l'Assemblée Constituante.

Par contre, leur attitude envers ce qu'on appelle les « fermes-modèles », fut absolument déraisonnable. La passion qu'ils mettaient à détruire ces domaines, d'une haute valeur économique et culturelle, semble, à première vue, incompréhensible. Les destructions et les pillages des domaines des propriétaires nobles, qui se sont produits au printemps 1917, s'expliquaient encore : le besoin de vengeance pour des méfaits antérieurs et le désir d'enlever au propriétaire tout pouvoir dans l'avenir, y jouaient un rôle décisif. Mais quel sens pourrait-on trouver dans la destruction du cheptel, des semences de betteraves et de stations de recherches agronomiques qui avaient été déclarées propriété

de l'Etat ? Il y avait là néanmoins, une raison bien simple : les paysans savaient que toutes ces fondations agricoles resteraient à l'Etat, mais ils croyaient qu'une fois leur valeur détruite, on leur abandonnerait du moins la jouissance du terrain. La perte considérable qui en résultait pour le peuple entier, leur causait peu de soucis; de même le fait que ces actes étaient en contradiction absolue avec les décisions prises par les diverses organisations démocratiques, où siégeaient leurs propres mandants.

Il faut malheureusement constater aussi que la classe ouvrière dans son ensemble n'avait pas fait preuve d'une solidarité socialiste de beaucoup supérieure. Dès le deuxième mois de la Révolution, la productivité du travail se mit à baisser avec une rapidité prodigieuse. Certes, cette diminution s'était déjà manifestée au début de la Révolution pour des raisons qui ne sont que trop naturelles, comme, par exemple, la mauvaise alimentation des ouvriers, l'embauchage accru de femmes, d'enfants et de vieillards, l'usure des machines, la suspension fréquente du travail pour cause de manque de matières premières. Il faut reconnaître que c'est aux ouvriers eux-mêmes qu'incombe la principale responsabilité de la diminution de la production dans la période qui suivit immédiatement la Révolution. Le fait, que cette diminution de la production s'est manifestée dans la période de mars à juin, si rapidement et si soudainement, sans que les conditions générales de la vie eussent empiré dans les mêmes proportions, suffirait à lui seul à éclairer la situation. Il est intéressant de suivre la courbe de la diminution de la production dans les différentes fabriques et entreprises industrielles. C'est ainsi que l'usine d'aéro-

planes Dux à Moscou, ne produisait plus que cinq appareils par mois au lieu de 50, moyenne de sa production. Les grands ateliers de chemins de fer Pernowo près Moscou, n'avaient sorti en avril que trois locomotives réparées au lieu de 25 à 30, leur moyenne, et pas une en mai. En été 1916, on avait entrepris la construction d'une importante usine dans les environs de Moscou. Encore en février un maçon d'habileté moyenne arrivait, avec le concours de deux aides et en travaillant 10 heures par jour à superposer plus de 1.000 briques. En juin il n'en superposait plus, en travaillant huit heures par jour, que 120. Bientôt on établit qu'à ce train chaque brique revenait à peu près à un rouble, et on se vit obligé de suspendre la construction de l'usine. Non seulement les soldats du front, restant face à face avec l'ennemi, recevaient les munitions en quantité de moins en moins grandes. mais encore tout le pays, qui avait un besoin urgent de produits manufacturés, recevait les objets de première nécessité en quantité absolument insuffisante.

En même temps on vit se développer avec une force élémentaire par tout le pays un puissant mouvement gréviste. Tant qu'on usait de ce moyen de lutte sous l'égide et le contrôle des organisations ouvrières, c'est-à-dire tant qu'une organisation d'artisans ou un conseil ouvrier reconnaissait la nécessité de la grève, le mouvement était assuré de la sympathie et de l'appui des partis socialistes. Mais trop souvent on organisait des grèves pour faire valoir des exigences absolument inadmissibles. On décrétait à chaque instant la grève dans le but de faire donner une valeur rétroactive à des contrats, récemment conclus; de cette façon, les salaires auraient été complétés non seulement pour

l'année 1917, mais encore pour 1916. Les ouvriers de l'importante usine américaine Singer à Podolsk (dans le gouv. de Moscou) réclamèrent même qu'on leur payât un supplément de 15 kopecks pour chaque heure de travail pendant toute la durée de la guerre. L'usine aurait ainsi eu à payer de suite un supplément de salaires de 12 millions. Elle préféra fermer, ce qui condamna 8.000 ouvriers au chômage. A chaque instant, des ouvriers occupés dans des industries, dont l'activité ininterrompue était nécessitée par les besoins urgents de la population entière du pays, menaçaient de faire grève; et la menace était traduite en actes. Il suffit de rappeler les continuelles menaces des cheminots d'arrêter le trafic des chemins de fer dans toute la Russie; c'était là une tendance contre laquelle la démocratie révolutionnaire en la personne du Comité Central Exécutif a dû lutter obstinément pendant des mois, sans arriver toujours à des résultats heureux.

Cet étrange particularisme ouvrier se manifesta aussi dans la façon injuste dont les ouvriers procédaient à la répartition des matières premières et du combustible. Chaque usine et chaque atelier s'efforçaient de s'en assurer le plus possible, sans se soucier de leurs collègues. Et c'est seulement grâce à l'intervention des conseils centraux qu'on arrivait à aplanir les conflits qui en résultaient.

Ces procédés arbitraires dans la lutte économique, ce manque de solidarité, de discipline et d'entr'aide amenèrent le fait surprenant d'une extrême injustice dans la répartition des salaires. Certains groupements ouvriers arrivaient à s'assurer une situation matérielle absolument brillante. Les dockers du Volga touchaient 75 kopecks pour le déchargement de chaque

sac; ils arrivaient ainsi à gagner en deux ou trois heures une somme bien supérieure à celle qu'il leur fallait pour vivre (1).

A Moscou en été 1917, on rencontrait des ouvriers gagnant 13.000 roubles par an, c'est-à-dire 4.000 roubles de plus que le maire de Moscou; cependant la moyenne des salaires n'avait alors pas encore dépassé 5 roubles par jour, et en province elle était encore inférieure.



Mais c'est la situation du soldat russe, et tout particulièrement celle des troupes combattantes restées au front, qui était la plus tragique et la plus difficile. L'arrière semblait les avoir subitement oubliées, abandonnées; surtout ceux dont le devoir était de les aider et de les remplacer. Je veux parler de l'attitude des troupes de garnison. Déjà la décision qui accordait à la garnison de Pétrograd, en reconnaissance de son attitude au mois de mars, le droit de rester dans la capitale jusqu'à la fin de la guerre, pour défendre la Révolution, était extrêmement injuste. Les soldats du front ne pouvaient manquer de ressentir cela comme une injure, comme s'ils s'étaient montrés moins disposés que les autres à défendre la Révolution. Mais cela ne fut pas la seule conséquence nuisible de cette

(1) Il est à noter que ces déchargeurs arrêtaient spontanément le travail au bout de deux à trois heures, sans toutefois permettre aux ouvriers qui les secondaient de continuer le travail de déchargement ; il en résultait un engorgement de marchandises, influent désastreusement sur la situation du pays entier.

décision : toutes les troupes de garnison manifestèrent le désir violent de suivre l'exemple de Pétrograd et de rester chez elles, pour défendre la Révolution. Bien entendu, cette « défense de la Révolution » n'était qu'un prétexte. La raison pour laquelle ils ne voulaient pas aller au front, était bien plus simple.

On a dit souvent du peuple russe qu'il ne savait ni ne comprenait pourquoi il combattait; mais ceci n'est juste que jusqu'à un certain point. Le peuple comprenait parfaitement pourquoi il combattait. Mais il n'en était pas plus émotionné pour cela.

L'élan du sentiment national qui stimule l'enthousiasme guerrier et suscite l'enrôlement des volontaires, avait complètement disparu vers la fin de la troisième année de guerre. Certes, une notable partie du territoire russe était occupée par l'ennemi. Mais la région envahie n'était qu'une partie infime de la Russie, et le peuple, qui n'avait aucune notion de l'unité et de l'indivisibilité de l'Empire, s'émouvait peu à la pensée que l'ennemi avait envahi le pays. Alors on vit apparaître précisément ce trait de caractère du peuple russe, dont il a été question plus haut : je veux parler de son manque absolu de compréhension de l'Etat, et même de sa propre classe comme d'un tout. Chaque Russe pris individuellement se sent comme tel beaucoup trop faible pour pouvoir compter sur ses propres forces, mais aussitôt qu'il fait partie d'un groupe ou d'une corporation, il est envahi par un étroit patriotisme de groupement. Au bout de quelque temps il ne connaît plus que ce groupement et ne veut rien connaître en dehors. Chaque village, chaque usine, chaque régiment, chaque unité sociale plus ou moins importante, constitue un tel groupement. Quand il

s'agit de son village ou de son lopin de terre, le paysan russe est prêt à le défendre avec un courage de lion. Mais dès qu'il s'agit de la province voisine, le sort de celle-ci ne le touche nullement, et le sort de l'Etat ou de la patrie l'intéresse encore moins. Caractéristique est à cet égard la réponse d'un groupe de soldats, qui avaient déserté le front en juillet pendant l'avance allemande dans le Midi de la Russie, et s'étaient réfugiés dans l'intérieur du pays. Quand un commissaire essaya de les retenir en leur faisant observer que les Allemands occuperaient Moscou, il s'attira cette réponse : « Qu'est-ce que cela peut nous faire, puisque nous sommes de Tambov ! »

Le soldat russe se rendait parfaitement compte de la défaite que l'impérialisme allemand voulait lui infliger, et du danger qui menaçait le pays, mais il ne s'en émouvait pas autrement. Seule une discipline de fer aurait pu le forcer de continuer à se battre; mais la discipline s'évadait tous les jours un peu plus de l'armée russe. Ce furent les soldats de garnison qui rejetèrent les premiers ce qui restait de discipline. Au bout de quelques semaines de Révolution, le soldat de caserne était devenu méconnaissable. Tous les exercices étaient abandonnés; les soldats sortaient en masse de la caserne, dès le matin, pour se livrer à des trafics de spéculation, pour s'offrir à faire la queue aux provisions contre rémunération, pour porter des bagages à la gare, etc. Les malades qui pouvaient marcher, se promenaient par toute la ville dans leurs vêtements d'hôpital; il y en avait parmi eux qui étaient atteints de maladies contagieuses et qui propageaient la contagion autour d'eux. Personne ne voulait plus aller au front. C'est ainsi que la région de

Moscou, qui comptait à ce moment-là 800.000 hommes de troupes de réserve, avait reçu vers la fin du mois de mai l'ordre de diriger vers le front dix compagnies. Mais les dix compagnies refusèrent d'obéir à cet ordre. Les y contraindre eût été impossible car on n'aurait pas trouvé de soldats pour le faire. Plus encore : tous les régiments de l'endroit avaient promis leur appui aux mutins. Aussi fut-on forcé d'avoir recours à la seule arme qu'eût à sa disposition la démocratie révolutionnaire, c'est-à-dire à la persuasion. Le résultat fut lamentable. Sur ces dix compagnies une seule consentit à partir, encore celle-ci n'alla-t-elle que jusqu'à Viasma. Arrivée là, elle obligea le conducteur à faire machine arrière. Ce genre de procédé devint bientôt courant. Si, malgré tout, quelques unités arrivaient encore au front, c'était dans un tel état de démoralisation qu'elles n'étaient plus aptes à se battre et représentaient plutôt un élément négatif, un facteur de désagrégation morale. Dans l'intérieur du pays, les soldats de garnison ne se contentaient pas de refuser de partir pour le front, mais ils organisaient fréquemment des mutineries dans la rue, en guise de réponse à une simple invite à partir. Un fait caractéristique se produisit à Simbirsk. Une division qui était restée en première ligne pendant plusieurs mois, s'adressa à sa formation de réserve, dont le dépôt était à Simbirsk, en exprimant le vœu, et même en implorant qu'on la relevât. Le résultat fut surprenant Une fermentation violente se produisit dans les troupes, qui se mutinèrent et passèrent leur colère sur la malheureuse et innocente ville, la pillant et la dévastant deux fois par semaine de la façon la plus sanglante. Là-dessus ces troupes votèrent une motion dans laquelle

on pouvait lire entre autres choses : « Nous sommes contre la guerre, nous jugeons tout sacrifice ultérieur inutile et nous n'irons pas au front. » Voilà un exemple extrêmement instructif du « particularisme de division ».

L'armée du front se désagrégeait plus lentement. Se trouvant face à face avec un ennemi redoutable, il lui était plus difficile de rejeter toute discipline avec la même rapidité. Aussi le front présenta-t-il pendant longtemps un tableau extrêmement varié. Certains régiments abandonnaient tout simplement leurs positions sans songer qu'ils commettaient par là une trahison envers les régiments voisins. Ils allaient même plus loin : ils n'avisaient personne de leur départ, mais en revanche ils faisaient une « paix séparée » avec l'ennemi. D'autres régiments faisaient, au contraire, preuve d'une haute abnégation et disputaient obstinément à l'ennemi chaque pouce de terrain. Ces exemples, certes assez rares, de persévérance héroïque doivent être appréciés d'autant plus, que chacun de ces actes, de commencement jusqu'à la fin, était accompli avec une spontanéité absolue. L'unité en question décidait elle-même, dans une réunion, si elle devait attaquer ou non, s'il fallait garder les positions ou les abandonner. Il y eut des cas où des régiments entiers se vouaient à la mort en levant la main. Il arrivait que ces troupes, après avoir avancé sous le feu meurtrier de l'ennemi, et avoir trouvé un abri provisoire dans un ravin, décidaient de nouveau, en levant la main, de reprendre l'avance. Du point de vue stratégique il existe, certes, à peine une chose qui soit plus déraisonnable qu'une telle conduite de la guerre; mais

saurait-on nier qu'elle prouve un héroïsme puissant qui en impose malgré tout ?

Vers la fin de 1917, la désagrégation de l'armée avait atteint des proportions formidables. C'est à ce moment-là que la révolte de Korniloff porta un coup mortel à l'armée. Non seulement les chefs de l'armée, mais encore les conseils de soldats perdirent, désormais, toute autorité. Chaque régiment, chaque compagnie décidait elle-même de toutes les questions, sans se soucier, dans la moindre mesure, des ordres du ministère de la guerre et du comité militaire élu par les soldats eux-mêmes. Les désertions du front prirent le caractère d'une fuite en masses...

⁂

Ainsi pendant la Révolution russe, chaque unité combattante ne songeait qu'à elle-même et se souciait peu des besoins des autres; parfois elle faisait même preuve d'animosité envers ses camarades. Ceci se manifesta surtout dans l'attitude des paysans et des soldats vis-à-vis des ouvriers. Les paysans étaient moins montés contre les villes que contre les ouvriers. Tout les indignait : les hauts salaires et les grèves. Aux congrès des paysans on s'occupait à calculer, sur la base de la taxe de blé, artificiellement maintenue à un niveau peu élevé, les salaires que touchaient les paysans pour une journée de travail. Il ressortait de ces calculs que le salaire des paysans n'était que de quelques kopecks par jour. Mais, chose étrange : ce qui suscitait surtout l'indignation des paysans, c'était la journée de huit heures. Ils répondaient toujours la même chose : « Nous allons nous mettre aussi à ne tra-

vailler que huit heures; alors vous mourrez tous de faim. » Le manque de produits manufacturés n'était attribué par les paysans qu'à l'attitude des ouvriers. Il est curieux de constater que la journée de huit heures indisposait aussi les soldats contre les ouvriers. Voici de quelle façon pittoresque ce sentiment fut formulé à un congrès par un délégué de l'armée : « Nous ne comptons pas les heures jusqu'à notre mort, mais vous, vous comptez les heures jusqu'au son de cloche. » C'est sur les ouvriers que les soldats faisaient retomber toute la responsabilité du manque de munitions et d'équipement. Aussi ne doit-on pas s'étonner si même une question aussi simple et limitée que l'enrôlement dans l'armée d'une partie des ouvriers et leur remplacement par des soldats renvoyés du front, devint invraisemblablement compliquée. On vit de suite se constituer deux commissions parallèles : une commission d'ouvriers et une commission de soldats. Tandis que la commission des soldats enlevait aux usines des masses d'ouvriers, sans faire la moindre différence entre les ouvriers qualifiés et les simples manœuvres, retirant aux usines même les spécialistes, ce qui devait fatalement amener l'arrêt de certaines entreprises extrêmement importantes, — on parvenait avec peine à persuader la commission des ouvriers d'abandonner ne fût-ce que les manœuvres. D'où des frottements et des discussions qui retardèrent indéfiniment la solution. Des mois s'écoulèrent sans qu'on aboutît au moindre résultat.

Finalement il arriva un moment où tout le mécontentement accumulé et l'hostilité mutuelle firent explosion. A la conférence démocratique, qui eut lieu à Pétrograd au commencement d'août, pour discuter de

la défense nationale, la démocratie révolutionnaire eut à faire des efforts incroyables pour empêcher les délégués des paysans et des soldats du front de se livrer à des voies de fait sur les ouvriers.

⁂

Si l'on essaie de jeter un coup d'œil d'ensemble sur toute la Révolution russe, on arrive à la conclusion suivante : si l'essence d'une démocratie consiste dans l'indépendance et l'activité créatrice du peuple entier, dont le travail social est dirigé et réglé par des représentants élus par lui et réalisé et contrôlé par le peuple lui-même, il faut reconnaître que la Révolution russe, dans son ensemble, n'était nullement démocratique. Le peuple ne voyait pas dans ses élus des chefs dont la force reposait uniquement sur l'aide et l'appui du peuple lui-même. Il ne voyait pas non plus en eux les interprètes de la volonté de la majorité auxquels il aurait dû, justement pour cela, se soumettre et même prêter son aide et son appui. De même que le meilleur chef militaire ne peut rien obtenir s'il n'est pas suivi par l'armée, les élus du peuple dans les institutions démocratiques sont incapables de lutter contre la désagrégation qui les menace de tous les côtés, si les masses laborieuses ne les suivent pas ou même les combattent. Il n'était que trop facile de se pénétrer de ces vérités élémentaires. Le malheur consistait en ceci, que les masses ne réglaient pas leur conduite sur ces vérités.

Durant quelques semaines, sous l'influence du premier enthousiasme suscité par la libération, le peuple russe avait oublié toutes les immenses souffrances, toutes les blessures effroyables qu'il devait à l'esclavage

du tzarisme et à l'exploitation des classes possédantes. Mais au bout de très peu de temps il s'en souvint de nouveau et réclama obstinément et impérieusement qu'on guérît ses blessures. Le peuple russe voyait dans la Révolution une force qui devait lui assurer une vie agréable, tranquille et confortable. Plus sa situation avait laissé à désirer autrefois, plus il réclamait à présent. Chacun aspirait non pas à l'égalité de tous, mais au maximum d'avantages personnels.Pendant ce temps, le pays se trouvait entraîné dans une guerre sanglante et pris entre deux formidables alliances d'Etats impérialistes, dont aucune ne se montrait, à ce moment-là, disposée à comprendre et à reconnaître les exigences de la Révolution russe. La situation économique de la Russie était profondément ébranlée et la crise du ravitaillement devenait de plus en plus aiguë. Et, à un moment où le pays n'aurait pu être soulagé que par le dévouement de tous les citoyens et la volonté de tout sacrifier au bien public, on vit des millions de mains s'étendre vers le pouvoir au lieu de se mettre au travail; on entendit des millions de voix réclamer la répartition de biens qui restaient à créer. Psychologiquement cela est facile à comprendre. Un homme qui serait gravement malade pourrait, après avoir enduré de longues souffrances, perdre patience un beau jour et réclamer que le médecin le guérisse de suite; mais celui-ci ne peut faire qu'une chose : exhorter le malade à s'armer de patience et à continuer la lutte contre la maladie. Le médecin ne peut faire de miracles. Or, c'est un *miracle* que le peuple russe espérait.

Les larges couches populaires en Russie sont extrêmement crédules. Elles sont faciles à exciter, elles ont beaucoup d'imagination et une réceptivité extrê-

mement forte. Mais jusqu'ici il avait manqué à leurs dons naturels l'instruction et la culture nécessaires. Ou plutôt celle-ci avait été, durant des siècles, artificiellement réprimée et refoulée en dedans, prenant par cela même des formes estropiées et souvent monstrueuses. Cela créait une sensibilité presque maladive et une irritabilité exprême. Pris individuellement, chaque homme est raisonnable, juste et délicat, mais quand il se trouve englobé dans la masse, il subit très facilement l'influence du milieu et des infections psychiques de toutes sortes; c'est alors qu'il devient du coup capable de tout, — souvent d'une bonne action, mais plus souvent encore d'une mauvaise. Les éléments rationnels de sa vie psychique sont trop peu développés et insuffisamment raffermis par la culture. De là, la grande crédulité dont il a été question plus haut. Toute croyance s'implante en lui avec la plus grande rapidité : une foi aveugle dans certaines personnes, certaines devises ou la réalisation de certains de ses vœux. Inutile de dire que la déception suit facilement l'engouement, que telle croyance est rapidement remplacée par telle autre, l'amour par la haine, et que cette haine est souvent difficile à réfréner. L'histoire de Kerensky en fournit un exemple frappant. Pendant des mois le peuple entier le suivit; ce qui ne veut certes pas dire qu'il l'aida, l'appuya ou suivit ses conseils. Cela non; mais il l'adorait aveuglément, le croyait sur parole, et était persuadé que Kerensky réaliserait tout comme par enchantement, qu'il reconstruirait l'armée, réorganiserait l'arrière; et tout cela sans le concours des masses populaires. Kerensky était pareil au capitaine d'un vaisseau, dont les machines sont arrêtées et dont les vis ne fonctionnent plus ; il

a beau mouvoir le gouvernail comme il veut, à droite ou à gauche, le vaisseau continue à voguer où le vent le pousse. Quand il apparut que Kerensky était impuissant à remplir sa tâche, les masses perdirent leur foi en lui et prêtèrent une oreille attentive à toutes ls calomnies dirigées contre sa personne. Aussi les bolcheviks ont-ils pu, en octobre 1917, assurer dans des centaines de réunions publiques que Kerensky avait machiné avec les Anglais, un complot contre les marins rouges de la Baltique. C'était, selon eux, la raison pour laquelle la flotte anglaise ne voulait pas leur prêter secours et laissait la flotte allemande couler tranquillement les vaisseaux russes... Rarement il se trouvait dans l'assistance une personne, sachant que la flotte anglaise ne pouvait pénétrer dans la Baltique, et les accusations calomnieuses trouvaient facilement créance.

Un autre exemple est fourni par les succès du parti socialiste révolutionnaire. On ne peut expliquer que par les lois de la psychologie des foules le succès inouï de ce parti dans les premiers jours de la Révolution. Ici se manifesta avec évidence ce fait que certains états psychologiques exercent dans un milieu approprié une contagion infiniment supérieure à celle des maladies physiques les plus contagieuses. Des départements entiers, des régions, des secteurs du front et des quartiers ouvriers avaient une foi aveugle dans le parti socialiste-révolutionnaire, persuadés qu'il saurait sauver la Russie comme par un miracle. Le peuple envoyait les membres de ce parti siéger dans toutes les institutions, — mais à cela se réduisait son concours. Les masses populaires ne soutenaient pas le parti dans son travail; et celui-ci eut à faire un effort

surhumain pour travailler, côte à côte avec les mencheviks, à une œuvre qui n'aurait pu être accomplie qu'avec le concours du peuple entier. Bien plus, le peuple, comme nous l'avons déjà dit, n'écoutait pas ses chefs, et agissait souvent à l'encontre des ordres de ceux-ci. Que de fois leur reprocha-t-il ensuite des échecs, inévitables dans ces conditions, ou même se vengea-t-il d'eux de la façon la plus sanglante et la plus bestiale ! Que de fois des délégués du peuple furent massacrés dans les offices du ravitaillement ou dans les conseils locaux !

Cette maladie morale et cette attitude profondément déraisonnable, purement instinctive, en face des questions les plus importantes de la politique, apparaît, entre autre, dans ce fait qu'on rencontrait souvent des usines, dont *tous* les ouvriers étaient socialistes-révolutionnaires, et d'autres où *tous* étaient bolcheviks, bien que les unes et les autres se trouvassent au même endroit et fussent soumises aux mêmes conditions. Parfois même ces usines étaient voisines. Bref, on constate là une analogie frappante avec les foyers de contagion des maladies épidémiques.

Donc, les masses populaires attendaient un miracle de la Révolution. Elles croyaient que cette Révolution qui devait ouvrir l'accès à toutes les voies de l'activité créatrice, leur ferait tomber dans les mains tous les fruits d'un travail qui restait à accomplir, sans qu'elles fassent, de leur côté, le moindre effort. Le parti socialiste-révolutionnaire se trouva ainsi dans la situation d'un guide qui serait égaré avec ses hommes dans un champ de neige infini. Ses hommes dépensent leurs dernières forces à lutter contre le froid et la faim, tandis que leur imagination maladive leur fait entrevoir,

au milieu de l'énorme plaine de neige, des maisons chauffées et des greniers remplis de vivres. Ils sont envahis par une sensation de bien-être étrange ; ils ne veulent pas peiner plus longtemps, ils ne veulent plus bouger, le sommeil ferme lentement leurs yeux. Mais le guide ne sait que trop bien que ce sommeil est un avant-coureur de la mort, que ces maisons, ces greniers de blé sont un mirage, — et il les encourage à ramasser toutes leurs forces, à tendre toute leur énergie, à maîtriser leur fatigue, sinon ils sont perdus... Le parti socialiste-révolutionnaire agit absolument comme ce guide et il est difficile de dire à quel résultat il aurait pu arriver si un autre facteur n'était survenu : le parti bolcheviste.

III

LES BOLCHEVIKS

Durant les premières semaines de la Révolution, les bolcheviks travaillèrent côte à côte avec les autres partis socialistes. Ce n'est qu'en avril 1917, à l'arrivée de Lénine en Russie, qu'ils changèrent rapidement de front. Ils se mirent tout d'un coup à ignorer le manque complet de culture du peuple russe, l'absence totale chez lui de toute organisation. Ils cessèrent de compter avec le faible développement des instincts de solidarité sociale dans le peuple et sa capacité inférieure pour tout genre d'organisation. Ils semblaient avoir découvert subitement la cause de tous les maux et de tous les défauts de la vie russe et connaître un

moyen sûr, patenté pour la suppression de tous ces maux. D'après eux, tout le mal provenait de ce que la Révolution marchait trop lentement et ne pénétrait pas assez profondément dans la vie russe. Si les ouvriers ne travaillaient pas, c'était parce qu'il y avait encore des capitalistes et parce qu'ils ne voulaient pas peiner pour ceux-ci. Si les paysans refusaient de fournir du blé, c'était uniquement parce qu'ils n'étaient pas assez sûrs que la terre serait partagée et qu'on la leur laisserait. Si les soldats ne voulaient pas se battre, c'était parce que la démocratie révolutionnaire continuait à faire une guerre impérialiste. Dans la profonde apathie des masses populaires, dans leur indifférence absolue pour tout ce qui était activité sociale, ils apercevaient soudain une aspiration non satisfaite par le socialisme. Dans les révoltes sanglantes et désordonnées des garnisons de l'intérieur, dans les désertions au front et la trahison manifeste de certains régiments, ils ne voulaient pas voir de la lassitude extrême, ou même un manque de courage, mais ils expliquaient ces phénomènes comme l'expression d'un internationalisme conscient.

La majorité de la démocratie révolutionnaire, limitant sa tâche à des buts précis, dont elle poursuivait la réalisation de toute son énergie, se heurtait néanmoins à chaque pas au manque de forces organisées en Russie. Les bolcheviks, eux, s'efforçaient de démontrer que c'était justement en cela que résidait le malheur : les buts étaient trop limités, tandis que la base sociale était trop étendue. Il fallait se mettre hardiment et ouvertement à la tâche : réaliser immédiatement et violemment le socialisme. C'est alors que l'industrie se remettrait à marcher, qu'il y aurait de nouveau du pain, que

la guerre finirait, — car le prolétariat international se soulèverait aussitôt et réaliserait le socialisme dans le monde entier. Si toutefois la révolution sociale tardait à survenir dans les autres pays, alors, — assurait Lénine, — des millions de volontaires russes se serreraient autour du drapeau socialiste pour entreprendre une lutte à mort contre l'impérialisme mondial.

Les masses laborieuses se trouvaient alors dans la situation d'une armée qui aurait forcé une puissante forteresse à capituler. Cette armée doit prendre possession de la forteresse ; mais plus le nombre des spécialistes dont elle dispose est réduit, plus l'aménagement de la forteresse est compliqué et plus la tâche des vainqueurs devient difficile, s'ils n'usent pas du concours des vaincus. Le capitalisme russe était cette forteresse. Ayant conquis le pouvoir, les masses populaires pouvaient se soustraire immédiatement à l'exploitation capitaliste; mais comment auraient-elles pu éliminer d'un coup, jeter par-dessus bord toute la classe industrielle ? Comment auraient-elles pu s'emparer, sans secours du dehors, de tout l'appareil de la production capitaliste et entretenir le fonctionnement de cet appareil, — elles, qui manquaient totalement de toute espèce d'organisation, d'éléments cultivés ; elles, encore illettrées pour leur plus grande part ? Elles n'y étaient pas plus préparées psychologiquement. L'idée du socialisme, dans ce qu'il représentait de positif, comme construction ordonnée d'un Etat ouvrier, leur était encore totalement étrangère. Elles voyaient dans le socialisme uniquement un moyen de se débarrasser de tous les fardeaux de la vie, et elles ne marchaient avec les socialistes que parce qu'elles espéraient obtenir d'eux tout de suite tout ce qu'elles voulaient. C'est précisément sur cette psycho-

logie, que toute la tactique des bolcheviks, leurs méthodes de combat et l'ensemble de leur agitation étaient calculés. Ils s'efforçaient d'exploiter de toutes les manières l'impatience violente des masses populaires, leur particularisme étroit et leur égoïsme. De même qu'en novembre 1917, dans leur premier manifeste à l'armée, ils avaient encouragé les soldats à faire sans tarder « dans chaque compagnie et chaque unité », la paix avec les Allemands, — de même, en mai 1917, ils encourageaient les paysans à s'emparer dans chaque village, de la terre. Les ouvriers des usines devaient, de leur côté, entrer en possession de chaque entreprise. Au lieu d'aider la démocratie révolutionnaire à opposer une digue au flot montant des aspirations anarchistes, dirigées uniquement vers des buts égoïstes, ils excitaient systématiquement les masses populaires, ils appuyaient par principe chaque grève, chaque mouvement arbitraire et isolé, sans se soucier du désavantage qui pouvait en résulter pour l'ensemble du peuple. Quelle que fût la catégorie d'ouvriers qui déclarait la grève, qu'il s'agît des boulangers, des ouvriers du service des eaux, des mineurs, des cheminots, toujours les bolcheviks se mettaient de la partie ; et cela surtout quand la grève était déclarée contre la volonté de la majorité de la démocratie révolutionnaire. Tous ces actes qui faisaient un mal irrémédiable aux idées de la démocratie et du socialisme, étaient à leurs yeux une manifestation de l' « énergie révolutionnaire ». En encourageant partout le particularisme et l'égoïsme, en déchaînant l'anarchie, ils croyaient eux-mêmes, et ils le faisaient croire aux autres, qu'ils servaient le socialisme. Au lieu d'imprimer à la Révolution un caractère de lutte de classes organisée et consciente, au lieu

de diriger les intérêts de la masse ouvrière vers un but commun, le socialisme, ils rouvraient, par leur démagogie brutale, les vieilles blessures et s'attachaient à exploiter au profit de leurs propres intérêts la haine séculaire des pauvres contre les riches, des affamés contre ceux qui mangent à leur faim. Faut-il s'étonner, dans ces conditions, du succès croissant de l'agitation bolcheviste auprès d'un peuple qui, dès le début, était si peu pénétré des idées du socialisme et de la démocratie, et cela à un moment où l'anarchie se déversa sur tout le pays, pareille à un puissant flot de lave ? En exploitant la crédulité incroyable du peuple russe au profit de leurs intérêts, les bolcheviks tentaient de faire croire aux masses que la durée de la guerre était imputable aux mencheviks et aux socialistes-révolutionnaires, que c'étaient eux qui refusaient de donner la terre aux paysans et qu'ils mettaient de la mauvaise volonté à procurer du pain aux ouvriers. Ils affirmaient qu'on pouvait aisément obtenir tout, car il y avait abondamment de tout. On n'avait qu'à cesser de flatter la bourgeoisie russe, de courir après elle ; il s'agissait seulement de marcher carrément et d'agir audacieusement. On pouvait même mettre fin à la guerre contre l'ennemi extérieur, mais cela seulement en déchaînant la guerre civile dans le pays.

On imagine facilement la rapidité avec laquelle l'agitation bolcheviste se propagea dans la masse peu cultivée du peuple russe. Mais c'est surtout parmi les soldats restés à l'intérieur que l'influence du bolchevisme se manifesta avec le plus de vigueur. Ils virent en lui une justification de leur désir de ne plus combattre, et se pénétrèrent tous les jours un peu plus des idées bolchevistes. Les ouvriers ne restèrent pas non

plus en arrière ; eux aussi croyaient que les bolcheviks leur créeraient immédiatement un paradis sur la terre. Les socialistes s'efforçaient avant tout de protéger les masses contre la contagion du bolchevisme, afin de pouvoir combattre avec succès ce flot destructeur d'anarchie et de pillage désordonné. Mais ils se trouvaient dans la situation de gens qui voudraient faire comprendre à une foule affamée qu'il ne faut pas consommer toute la provision de blé, mise entre leurs mains par un hasard heureux, et qu'il importe de conserver une partie des semences afin de ne pas avoir à souffrir de la famine l'année suivante. Les socialistes ne pouvaient, en somme, opposer que des arguments raisonnés à l'ensemble des passions les plus ardentes et les plus sauvages, à la lassitude générale, au dégoût du travail, à la course vers les profits rapides et faciles, aux sentiments aveugles de vengeance et de haine, aboutissant à des pogromes insensés et inutiles. Cette lutte était aussi désespérée que l'eût été le désir d'arrêter un flot de lave en lui opposant des digues en bois.

De jour en jour, le processus de désagrégation des masses populaires se trouvait accéléré par l'agitation bolcheviste. En suscitant continuellement tantôt dans un endroit, tantôt dans un autre, des révoltes à main armée, les bolcheviks dissociaient la démocratie révolutionnaire, qui ne disposait que de forces limitées, embrouillaient la situation et augmentaient les difficultés de l'action socialiste.

Mais tout en favorisant objectivement l'œuvre de désorganisation et de désagrégation, les bolcheviks ne furent subjectivement, dans cette première période de la Révolution russe, que des rêveurs et des illuminés. Ils croyaient à l'imminence d'une révolution sociale dans

toute l'Europe occidentale ; ils croyaient que le peuple russe avait une mentalité socialiste ; ils croyaient à la profondeur de cet instinct et en voyaient la preuve dans le fait que les masses s'associaient de plus en plus à leurs idées. Toute leur idéologie était pénétrée des idées du socialisme utopique et même du plus pur anarchisme. Ils croyaient réalisées toutes les conditions pour la création d'un état social nouveau et juste ; ils croyaient qu'un petit groupe de gens actifs et dévoués suffisait pour libérer le peuple des dernières chaînes de l'esclavage et de l'oppression ; que, ceci fait, le peuple se transformerait immédiatement en constructeur convaincu et énergique d'une vie nouvelle, conçue selon les principes socialistes. Voilà pourquoi leur tactique fut, à proprement parler, anarchiste. Sans rompre ouvertement avec les principes de la démocratie, ils ne montraient cependant aucun respect pour le principe de la majorité. Les masses populaires étaient à leurs yeux non pas des forces actives de la révolution, mais un objet de leur propre activité, car ils partaient de l'idée que ces masses suivaient toujours *ceux* qui détenaient le pouvoir à un moment donné. De là, le caractère aventurier de toute leur tactique, leur désir indomptable de jouer le rôle d'une minorité agissante. Leur tentative de coup d'Etat du 16 juillet 1917 ne fut-elle pas une simple aventure ? Ils n'étaient appuyés à ce moment-là que par une partie infime du prolétariat et de la garnison de la capitale. Leur soulèvement de novembre même avait le caractère d'un complot pur et simple. Car il avait eu lieu la veille du congrès panrusse des Soviets, afin de mettre celui-ci devant le fait accompli d'une action révolutionnaire et de s'assurer ainsi une majorité. Ce qui, en effet, leur avait réussi.

Il est vrai qu'ils s'étaient attendus à obtenir encore davantage : ils croyaient s'assurer la sympathie des larges masses populaires et la majorité dans l'Assemblée Constituante, en s'emparant du pouvoir et en décrétant de suite le transfert de la possession du sol au peuple et l'ouverture immédiate des négociations de paix. Ce n'est qu'après s'être convaincus qu'ils s'étaient trompés dans leurs calculs et qu'ils continuaient à rester une minorité, que les bolcheviks se décidèrent à rompre définitivement avec le principe de la démocratie et à dissoudre l'Assemblée Constituante.

Le sort n'aurait pu se jouer davantage des bolcheviks, en mettant, en novembre, le pouvoir entre leurs mains. Il fallait passer des paroles et des promesses grandiloquentes aux actes. Tout d'abord les bolcheviks furent eux-même effrayés. Dès les premiers jours, six commissaires du peuple se retirèrent, jugeant impossible de se passer du concours des autres partis socialistes. On entama même avec ces partis des négociations qu'on abandonna au bout de très peu de temps, les bolcheviks restant décidés à appliquer leur programme dans toute sa « pureté ».

Dans toutes les instances supérieures, les conseils centraux et les organisations de parti, les bolcheviks se mirent au travail. Un flot de décrets et de décisions se déversa sur le peuple. Mais, dans les masses populaires, l'ancien processus de désagrégation continuait à progresser ; les mêmes passions anarchistes bouillonnaient comme auparavant, les vieilles forces centrifuges agissaient toujours. Et la différence consistait seulement en ceci, que le passage du pouvoir aux mains des bolcheviks, rompit les derniers liens de solidarité et fit disparaître les dernières entraves. La pente sur

laquelle la Révolution russe glissait vers l'abîme, s'inclinait rapidement. Dès la première quinzaine de l'avènement des bolcheviks au pouvoir, les livraisons de blé pour le front et les villes tombèrent à 45 pour cent de ce qu'elles étaient jusque-là. Une vague puissante de destruction et de dévastation des domaines des propriétaires passa sur tout le pays. Des districts, des villages isolés et même des particuliers s'emparaient arbitrairement du sol. L'intensité du travail diminua encore plus, la journée de huit heures n'était plus appelée par les ouvriers eux-mêmes que « la grève italienne de huit heures ». L'armée commença à se disperser rapidement, vendant à l'ennemi ou emportant avec elle tout son équipement et ses munitions. Certes, on ne les vendait qu'à l'ennemi. C'est ainsi que l'auteur de ces lignes réussit avec peine, en décembre 1917, pendant son séjour au front de la Dvina, à se soustraire à des offres multiples et avantageuses : des batteries complètes étaient à vendre au prix ridicule de quelques centaines de roubles. Les chevaux aussi furent en partie vendus aux Allemands, en partie emmenés pour être vendus aux enchères à la population. Les matelots de la flotte de la Baltique, « cet ornement et cet orgueil de la révolution russe », comme Trotzky les avait appelés, commencèrent par s'approprier tout ce qu'ils pouvaient sur les vaisseaux et tentèrent de vendre d'abord ce matériel et ensuite les vaisseaux eux-mêmes. Les passions propres aux petits bourgeois se réveillèrent d'un coup par toute la Russie avec une force indomptable et semblèrent vouloir inonder le pays. Un aveugle même aurait senti et compris combien nos masses populaires manquaient de conscience claire, combien elles étaient déraisonnables

et étrangères au socialisme et même à la démocratie bien comprise. Certes, les masses s'étaient assimilées sans difficulté aucune le programme négatif du bolchevisme : inutile de se battre, inutile de reconnaître ses devoirs, il suffit de prendre et de s'approprier ce qu'on peut ou, selon l'excellente formule de Lénine, « de piller ce qui a été pillé ». Mais le programme positif du bolchevisme, si primitif qu'il fût, resta totalement étranger à la foule. Il était clair qu'aussitôt que les bolcheviks cesseraient de suivre aveuglément les masses et de flatter leurs instincts les plus bas, en prêtant à ces instincts le caractère d'aspirations nobles et élevées, il était clair qu'à partir du moment où ils tenteraient d'appliquer leur programme ne fût-ce que dans une mesure minime, ils perdraient tout secours et tout appui des masses et se heurteraient à la résistance passive ou même active de celles-ci. Mais cela semblait ne préoccuper que fort peu les bolcheviks ; ils ne reculaient devant rien.



Voici plus d'un an que les bolcheviks sont au pouvoir. Le moment est arrivé d'établir le bilan de leur règne, de l'ensemble de leur activité dans la politique intérieure et extérieure. Commençons par la première.

Il a déjà été dit plus haut que le processus de désagrégation s'opérait avec une continuité et une force élémentaires. Mais au lieu de le retarder et de lutter contre ce phénomène, les bolcheviks accélérèrent notablement la désagrégation de l'armée par leur agitation obstinée. Ils affirmaient que la Russie, ce pays

impuissant subissant la pression de deux puissantes coalitions impérialistes, pourrait néanmoins obtenir une paix générale immédiate et juste. Les bolcheviks croyaient fermement que la révolution sociale éclaterait en Russie au moment même où la Russie cesserait de se battre. Nous, socialistes-révolutionnaires, nous fûmes toujours persuadés que la Révolution en Allemagne ne serait possible qu'après une défaite de l'impérialisme allemand, et qu'il serait difficile et même impossible au peuple allemand de venir à bout d'un impérialisme victorieux de ses classes régnantes.

Les bolcheviks, eux, s'efforçaient de se persuader eux-mêmes et de persuader les autres qu'une révolution en Allemagne était inévitable et avait même déjà commencé. Comptant sur une révolution allemande, ils entamèrent et continuèrent les négociations de paix à Brest-Litovsk. C'est dans cet espoir aussi qu'ils déclarèrent, à la rupture des négociations, qu'ils allaient démobiliser et qu'ils renonçaient à faire la guerre, mais qu'ils ne feraient pas non plus la paix. Ils étaient convaincus qu'après cette déclaration, les soldats allemands refuseraient aussi d'avancer même d'un pas en Russie. Mais lorsque survint la prise de Dvinsk, Pleskow et Narva, et que les bataillons allemands parvinrent au seuil de Pétrograd, les bolcheviks furent forcés de procéder fiévreusement à la défense du pays. Il était trop tard. Ils avaient trop détruit ; espérant voir surgir les millions de volontaires annoncés par Lénine, ils avaient profondément démoralisé l'armée. Quand, au lieu de ces millions, il ne se présenta que quelques milliers d'hommes disposés à continuer la résistance, les bolcheviks se virent obligés non seulement de conclure, malgré tout, une paix honteuse avec l'impéria-

lisme allemand, mais ils durent le faire dans des conditions infiniment plus dures que celles qu'on aurait obtenues plus tôt.

Les bolcheviks, en renforçant l'impérialisme allemand par l'affaiblissement et le morcellement de la Russie, n'ont-ils pas rendu plus difficile au peuple allemand lui-même, sa lutte contre l'impérialisme ?

Mais ils n'ont pas donné la paix au peuple russe non plus. Ceci, du reste, était évident dès le début ; la capitulation devant l'impérialisme allemand, la paix de Brest-Litovsk devaient fatalement amener la guerre avec l'Entente. Les bolcheviks s'attachèrent, en outre, à jeter de l'huile sur le feu : tout en concluant de nouveaux traités avec l'impérialisme allemand, ils déchirèrent « révolutionnairement » tous les traités qui les liaient aux puissances de l'Entente. Tout en livrant à l'un des impérialismes d'énormes quantités d'argent et de marchandises et en exécutant les conditions les plus honteuses de l'ennemi, comme le désarmement de la garde rouge finnoise, qui ne s'était soulevée que parce qu'elle comptait sur l'appui des bolcheviks russes, ou comme le secours militaire prêté à la Turquie dans sa lutte contre les gouvernants socialistes des régions du Caucase, aspirant à leur indépendance, — les bolcheviks annulaient en même temps tous les engagements qu'ils avaient pris vis-à-vis des Etats de l'Entente. Tout en exerçant une vengeance terrible sur leurs amis d'hier, les socialistes-révolutionnaires de gauche, à cause de l'assassinat du comte Mirbach, ils attaquaient à main armée et souvent d'une façon sanglante les ambassades de l'Entente. En agissant ainsi, en provoquant continuellement l'Entente et en transgres-

sant vis-à-vis d'elle toutes les lois du droit international, ils étaient moins guidés par leur foi en une révolution prochaine dans ces pays, que par d'autres considérations d'un ordre infiniment plus pratique. Pénétrés, pendant toute cette période, de la conviction que l'impérialisme allemand, qui représentait à leurs yeux un système plus moderne et plus parfait, sortirait victorieux de cette guerre, ils pensaient n'avoir rien à redouter de la part de l'Entente. Mais là aussi les bolcheviks se trompaient et c'est la Russie qui paie maintenant pour cet « internationalisme » étrange. Mais si les bolcheviks ont commis une série de graves erreurs dans leur liquidation de la guerre extérieure, le déchaînement de la guerre civile n'était plus une erreur, c'était le pire des crimes. En jugeant cet acte il faut, avant tout, se rappeler une chose : la classe moyenne, la bourgeoisie, ne fait pas de guerre civile en Russie. Elle est trop faible pour cela et trop peu organisée. Dès le premier jour du coup d'Etat bolcheviste, elle comprit que toute résistance de sa part serait inutile, et elle céda, sans lutter, sur toute la ligne. Son attitude fut si exemplaire, que Lénine jugea possible, en mai 1918, d'entrer en relations, au moins commerciales avec elle. S'il n'avait pas été rappelé à l'ordre à temps par les bolcheviks de gauche, ces négociations entre le bolchevisme et la bourgeoisie auraient abouti.

D'autre part, les paysans s'étaient chargés chez nous de détruire à tel point la grande propriété foncière et de la rendre si parfaitement inoffensive, que les bolcheviks n'avaient plus besoin de la combattre. Non, il ne s'agit pas chez nous d'une guerre civile entre deux *classes* différentes, mais entre deux *grou-*

pes de la même *démocratie révolutionnaire*. Ce conflit a mûri lentement. D'abord, ce furent toutes les tentatives de constituer un front socialiste unique qui échouèrent : elles échouèrent parce que les autres partis socialistes réclamaient une garantie pour le maintien des libertés démocratiques, pour la renonciation à la méthode de terreur politique, introduite par les bolcheviks dès le premier jour de leur avènement. Plus tard commencèrent les difficultés avec l'Ukraine, qui se trouvait à ce moment-là entièrement au pouvoir des « socialistes-révolutionnaires ukrainiens ». Jusqu'à la révolution de novembre, ce parti avait été le fidèle allié des bolcheviks. Et même après le coup d'Etat il était prêt à reconnaître le pouvoir des commissaires du peuple bolchevistes, mais seulement en ce qui concernait la Grande Russie ; pour l'Ukraine, il réclamait l'autonomie et l'union avec la Russie sur une base fédérative. Les bolcheviks qui, jusque-là, avaient mis tant d'ardeur à combattre les « annexions de la Grande-Russie » et s'étaient prononcés avec tant de chaleur pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, répondirent en faisant arrêter la délégation ukrainienne à Pétrograd et en déclarant la guerre à l'Ukraine.

Ensuite ce fut le tour du Caucase, cette citadelle des mencheviks. Les bolcheviks lui firent la guerre ; mais cette guerre n'était pas non plus dirigée contre la bourgeoisie caucasienne ou les grands propriétaires fonciers, — elle était dirigée contre les conseils d'ouvriers et de paysans, qui réclamaient une autonomie. Plus tard ce fut la guerre avec la Sibérie socialiste-révolutionnaire qui réclamait son autonomie ; on sait

que les Tchéco-Slovaques se mêlèrent à ce conflit (1).

Il est extrêmement curieux de constater à quel point le bolchevisme russe subit la contagion des tendances impérialistes. Il renonça subitement au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et décida de lancer chez les nations allogènes le brandon de la guerre civile. Son attitude actuelle sur le front oriental allemand, sa tentative d'occuper militairement l'Esthonie, la Lettonie et la Courlande, la concentration de troupes à la frontière polonaise, — tout cela prouve à l'évidence que le bolchevisme ne s'est en rien modifié et n'a rien appris. Après avoir osé réaliser à sa manière le socialisme contre la volonté de la majorité, en usant du seul moyen dont il disposait, c'est-à-dire de la violence, il ne pouvait plus se retenir sur la pente. Du moment qu'une minorité pouvait, les armes à la main, forcer la majorité, « cette masse inerte de la révolution », à la suivre, pourquoi aurait-il été interdit à une nationalité d'imposer son régime à d'autres nations ? D'autant

(1) Au moment où les bolcheviks firent la paix avec l'Allemagne, les bataillons *tchéco-slovaques* avaient demandé l'autorisation de quitter la Russie. Mais les bolcheviks décidèrent, obéissant à une pression de la diplomatie allemande, de désarmer ces bataillons et de les garder en Russie. Les Tchéco-Slovaques, redoutant d'être livrés à l'Allemagne et fusillés comme traitres, se révoltèrent et se joignirent à l'armée volontaire sibérienne.

Cette crainte était-elle injustifiée ? Les bolcheviks leur avaient-ils garanti au moins leur sécurité ? De toute façon, cette garantie n'aurait duré que jusqu'à la première intervention de l'Allemagne, car les bolcheviks n'avaient pas la moindre possibilité de tenir leur parole.

plus que les bolcheviks assuraient toujours qu'ils apportaient le bonheur et la liberté aux masses populaires. Le kaiser Guillaume et le tzar Nicolas II n'avaient jamais affirmé autre chose ; il est vrai aussi que les bolcheviks négligeaient la volonté de la population tout autant que l'avaient fait le kaiser Guillaume et Nicolas II. Mais ce sont des vétilles avec lesquelles les bolcheviks ne comptent pas.

Pendant ce temps, la guerre civile redoublait aussi en Grande Russie. On sait que les fonctionnaires et les employés de l'Etat avaient déclaré la grève, après la révolution de novembre. Cela servit de prétexte aux bolcheviks pour accuser les partis socialistes de sabotage. Le mal fondé de cette accusation ressort cependant du fait que, déjà, au début de janvier 1918, les fractions socialistes de l'Assemblée Nationale s'étaient déclarées contre toute espèce de sabotage, y compris celui des employés de l'Etat et avaient conseillé à ceux-ci de reprendre le travail. Quant aux socialistes eux-mêmes, ils étaient, dès le premier jour du coup d'Etat bolcheviste, disposés à se charger de tout travail organisateur, soit dans les comités de ravitaillement, soit dans les organisations industrielles ou autres. Ils refusaient seulement d'occuper des postes politiques, car ils ne pouvaient ni ne voulaient endosser la responsabilité des actes bolchevistes. Mais ce qu'il fallait aux bolcheviks, c'était un prétexte, et ils le trouvèrent dans le sabotage. Ils entreprirent alors une campagne formidable contre la presse socialiste, une destruction de toutes les organisations socialistes, etc. De nouveau, les prisons se remplirent de membres des partis socialistes. La terreur politique augmenta tous les jours et s'étendit de plus en plus.

On commença par fusiller certains socialites ; puis suivirent les exécutions en masses d'ouvriers à Kolpino, à Moscou, à Pétrograd. A mesure que les ouvriers se détournaient des bolcheviks, ils subissaient de plus en plus le joug des maîtres de l'heure. Les paysans, recevant les produits manufacturés de la ville en quantité toujours moindre, se montraient, à leur tour, de moins en moins disposés à fournir du blé aux villes. Ce qui amena les bolcheviks à préparer des expéditions armées contre les villages. L'incapacité totale des bolcheviks d'organiser, ne fût-ce que dans une mesure modeste, la vie industrielle, et même de la préserver d'une destruction définitive, l'accroissement formidable du chômage, la famine dans les villes et dans des régions entières, tout cela contribua à monter la classe ouvrière contre les bolcheviks. Les conseils d'ouvriers passaient de plus en plus au pouvoir des partis d'opposition. Aussi les bolcheviks se virent-ils obligés de dissoudre les conseils par la force et d'en éliminer les éléments d'opposition, comme cela eut lieu à Toula, à Jaroslav, à Sormovo, à Orel et dans un grand nombre d'autres endroits. L'accroissement du mouvement gréviste se heurta à une résistance implacable des bolcheviks. On ne se contenta pas d'user de la force armée contre les ouvriers ; on leur retira même les vivres et on les livra à la famine (1). Mais à mesure que s'étendait la déception suscitée par les

---

(1) Qu'on lise seulement la résolution du Soviet de Tver, adoptée en accord spécial avec Moscou et Petrograd : « Il faut renvoyer les grévistes et leur retirer tous les vivres, y compris leur ration de pain quotidienne de 50 grammes. » (*La Pravda de Petrograd*, 1918, n° 175.)

bolcheviks, à mesure que se rétrécissait la base sociale qui leur servait d'appui, à mesure que leur isolement devenait plus manifeste, leur intransigeance et leur obstination augmentaient et leur tactique devenait plus implacable et plus impitoyable. Ils engagèrent une véritable croisade contre la population entière. Partout on installait des commissions extraordinaires investies de pouvoirs illimités. Partout on exécutait en masses des paysans, des ouvriers et des intellectuels. Les partis socialistes furent déclarés hors la loi, leurs membres fusillés sur place ou placés comme otages dans les camps de concentration. Une vague sanglante de terreur politique, dont les proportions étaient inconnues même du temps du tzarisme, montait de plus en plus et inondait le malheureux pays qui gisait, à bout de forces, dans les entraves de la désorganisation économique, de l'anarchie et de la famine...

Mais peut-être tout cela n'est-il qu'un mauvais rêve, une hallucination affreuse, produit d'une imagination maladive ? Exécution, famine, désorganisation, n'est-ce pas pure calomnie, mots effroyables dus à l'esprit aveugle de parti ? Voyons comment se présente la situation de la Russie d'après les sources bolchevistes elles-mêmes.

IV

TABLEAU DE LA RUSSIE ACTUELLE

Tant que la Russie fut couverte d'un réseau de comités agricoles, travaillant, sous les auspices du parti socialiste-révolutionnaire à la préparation de la grande réforme agraire, la socialisation du sol, cet

enfant chéri de notre parti, les bolcheviks n'eurent pour nous que des paroles de mépris et de sarcasme. Se souvient-on des railleries que *Trotzky* lançait à l'adresse du ministre de l'Agriculture *Tchernof*, parce que celui-ci s'occupait de « statistique » ? Mais les voilà arrivés au pouvoir ; aussitôt commence la dissolution de tous les comités agraires et la loi sur la socialisation du sol est établie « par décret ». Qui sera cependant chargé de réaliser cette loi sur place ? Dans ce cas encore, les bolcheviks ont recours à la fameuse « force créatrice des masses », c'est-à-dire à l'activité désordonnée et soumise au hasard d'une multitude de petits groupements. Donc ce parti qui, avant la révolution, considérait la classe paysanne russe comme absolument anti-socialiste et n'attendait une conversion du paysan au socialisme que du développement du capitalisme dans les campagnes, — ce parti avait eu recours à cette « force créatrice » élémentaire et primitive du paysan. Le résultat fut lamentable. Après la vague puissante de révoltes et de luttes civiles qui avait passé sur le pays, le sol se trouvait, en effet, partagé, mais il était devenu la propriété privée de personnes isolées. Voici ce qu'on lit dans *La Volonté Ouvrière* (1) du 23 octobre 1918 :

« La population ouvrière des campagnes ne sait ce qu'elle doit penser de tout cela et se demande avec inquiétude ce qu'est devenue la fameuse socialisation du sol. Car on ne voit dans les campagnes rien qui y ressemble. » La *Pravda* de Pétrograd raconte dans l'édition n° 184, qu'on assiste à des « achats et des

(1) Organe principal du communisme révolutionnaire.

ventes » de terrain. L'article de fond de l'organe du commissariat de l'agriculture exprime un espoir modeste : « Nous voulons croire que cette affaire (la socialisation du sol) finira par dépasser le point mort et sera mise en marche. » (2) Et cet espoir est formulé par ce même commissariat central de l'agriculture, qui fut accusé par le bolchevik Saïtzev, rapporteur de la réunion du comité exécutif de la province de Moscou, de « tenter d'encourager le développement de la petite bourgeoisie dans les campagnes, ce qui amènerait la perte de la Révolution. » (3) Combien étrange devrait paraître la communication suivante à quelqu'un qui croirait le sol réellement socialisé en Russie et la propriété foncière privée définitivement disparue depuis un an : « Le Congrès des départements ruraux a édicté pour l'année prochaine un règlement concernant l'introduction de la culture générale et relevant de l'Etat, de tous les anciens domaines des propriétaires fonciers, afin d'empêcher le partage de ces terres entre les petits propriétaires fonciers. » (1) Ce sont là des aveux caractéristiques de la part des bolcheviks, qui redoutent la parole imprimée au point d'interdire tous les journaux n'adoptant pas ouvertement le point de vue bolcheviste.

Que firent donc les bolcheviks pour introduire le socialisme dans les campagnes ? De quelle façon combattirent-ils ce mouvement petit-bourgeois ayant pour but l'accaparement de la propriété ? Ils décidèrent de créer des communes. Malheureusement le peuple ne voulut pas y participer. Il fallut avoir recours à des mesures extraordinaires. Cette fois-ci, il est vrai, il ne s'agissait pas de baïonnettes ou de mitrailleuses, mais d' « avantages spéciaux accordés aux communes,

notamment de la répartition extraordinaire par passe-droit de parcelles de terre aux communes et cela en quantité dépassant la norme fixée qui tenait compte de la capacité de culture et des besoins » (4). Cette mesure eut du succès. Il se créa, en effet, des communes dans les campagnes. Certes, leur organisation se développa avec une extrême lenteur. Ainsi il n'existe dans tout le gouvernement de Vladimir et de Saratof que trois communes (5). Dans les autres gouvernements, leur nombre est quelque peu supérieur : à Tambof il y en a 24 ; à Vitebsk, 31. Mais quelle est l'importance de ces 30 communes avec leurs 3.000 membres dans un gouvernement qui compte plusieurs millions d'habitants ? Certes, on pouvait espérer que la situation s'améliorerait par la suite. Mais le pire n'est pas le nombre réduit des communes ; ce qui est déplorable c'est que les membres de la commune reçoivent plus de terre qu'ils n'en ont le droit, c'est-à-dire plus qu'ils n'en peuvent cultiver. Alors, comment s'arrangent-ils ? Oh ! le problème est facile à résoudre. Ils ont recours à des salariés ! Et ceci se passe dans un Etat socialiste, où le salariat est soi-disant aboli depuis plus d'un an ! Il apparaît qu'on peut créer sous forme de communes des « latifundia artificielles, au moyen desquelles on exploite la population rurale d'après le système du salariat. » (7) Ceci ressemble en effet fort à la création de noyaux socialistes. Mais ce n'est pas en cela seulement que les communes se montrèrent fort différentes du socialisme. Ainsi on lit au sujet de ces communes dans « La Voix de l'ouvrier rural » du 13 octobre 1918 : « La possibilité de spéculer encourage actuellement les membres des communes à vendre les produits de leur économie agricole à des

prix de rapine. Ils se gardent bien de céder volontairement leurs produits aux organes de l'office du ravitaillement aux prix de la taxe. » Voici la réalité sur les communes russes. Certes, quand on lit les *décrets* concernant les communes, on ne dirait pas qu'il s'agit là de centres d'exploitation et de spéculation, et on s'imagine qu'il y a là la réalisation du paradis socialiste sur la terre !

Mais les communes riches ne sont nullement l'unique source d'exploitation dans les campagnes. Il est vrai qu'on a donné des terres aux paysans, mais « les pauvres ne disposent ni des moyens ni de l'inventaire nécessaire pour cultiver leur parcelle » (8). A chaque instant on lit des communications dans le genre de celle-ci : « Dans le district de Vinenburg, les « usuriers ruraux » tentent d'exploiter les paysans qui ne possèdent pas de chevaux, en leur prêtant ces bêtes en revanche de corvées, nonobstant le décret interdisant le salariat dans les campagnes. » (9)

Ceci montre au lecteur qu'il existe encore dans les campagnes de riches usuriers ruraux. Mais il ne s'agit plus des riches usuriers de l'époque pré-révolutionnaire, car les richesses de ceux-ci ont depuis longtemps été partagées et détruites par les paysans. Ce sont de nouveaux usuriers, de provenance bolcheviste, dont on raconte qu'ils « arrivent à se mettre à la tête des comités de paysans riches » (10). Nous parlerons plus loin de l'origine de ces usuriers riches. Pour le moment, nous voudrions faire comprendre pourquoi les bolcheviks n'aident pas les paysans pauvres. Mais tout simplement parce qu'ils sont incapables non seulement d'organiser la vie d'une population paysanne qui se

chiffre par millions, mais encore d'assurer l'organisation des quelques communes qu'ils ont créées.

Je viens de parler des communes riches, et ce n'est pas par hasard, car il existe aussi des communes pauvres. Le plus curieux, c'est que, dans le même gouvernement, on trouve des communes où chaque membre dispose d'un *terrain* de plus de 9 *dessiatines*, et d'autres où chaque cultivateur ne possède que moins d'une *demi-dessiatine*. Ces dernières sont précisément les communes auxquelles on a *promis* des terres, sans toutefois leur en donner. Ceci est un exemple de l'organisation bolcheviste : tandis que certaines communes se voient obligées d'employer des salariés, les membres de certaines autres sont obligés de se soumettre à l'esclavage des paysans riches.

Mais plus critique encore que la question de la terre est celle du ravitaillement, la question du pain. Le tableau général du ravitaillement se présente comme suit en été 1918, d'après les sources officielles bolchevistes (12) : au lieu de 32 wagons de blé, Pétrograd ne recevait par jour que 4,6 wagons. Moscou au lieu de 25,8 wagons n'en recevait que 5,1 par jour. Et cependant ces deux villes se trouvaient dans une situation privilégiée. D'autres villes vivant de blé importé, notamment les gouvernements de la Russie centrale et septentrionale, frappés par la famine, ne recevaient que 14 wagons au lieu du total de 234,7 wagons dont ils avaient besoin. Certes, le trafic par certaines lignes de chemins de fer secondaires n'est pas compris dans ces chiffres. Mais, même en tenant compte de ce trafic, on obtient des chiffres qui constituent à peine 10 pour cent de la normale. Il ne faut donc pas s'étonner, si le gouvernement de Pétrograd,

par exemple, qui au cours de l'année dernière, avait besoin d'une importation de 11 millions de pouds de blé, n'avait au total reçu en vivres que : 864.000 pouds de blé, 110.000 pouds de légumes secs et environ 250.000 pouds de pommes de terre. La ration de sucre était de 100 grammes par mois et par personne. La distribution d'œufs avait été, pendant toute cette période, de 8 œufs par personne. Quant aux chaussures, on en avait distribué 7.016 paires pour le gouvernement entier. (13) Les bolcheviks ont dû constater eux-mêmes que l'état du ravitaillement dans ce gouvernement était désespéré. Dans la région en question, l'office du ravitaillement n'a pu distribuer un seul morceau de pain depuis le 21 décembre 1917 jusqu'au début de septembre 1918. » (14)

La situation dans les autres gouvernements n'est pas meilleure, parfois même encore pire. C'est ainsi que le communiste révolutionnaire *Goloubev* écrit au sujet des gouvernements d'*Olonetz* et de *Novgorod* : « J'ai eu l'occasion de voir moi-même comment les gens arrivaient à se nourrir à la façon des bêtes, comment ils cherchaient du trèfle sauvage dans les champs, comment ils le séchaient, l'écrasaient et en faisaient des galettes. Et quel est le sort qui les attend l'hiver prochain et au plus tard au printemps ? La mortalité, surtout celle des enfants, était déjà particulièrement élevée au printemps et en été de l'année courante » (15). Ceci est confirmé par les « Isvestia, du C. C. E. » : « La situation du gouvernement d'Olonetz est désespérée, en ce qui concerne le ravitaillement... La population du district de Poweletz, rien que pour obtenir un morceau de pain, passe dans les rangs des Anglais et se laisse enrôler dans les troupes qui se

battent contre nous. » (16) De même, la situation dans le gouvernement de Vologda « devient intenable. La famine y a fait son apparition. » (17) On trouve des communications de ce genre dans la presse bolcheviste au sujet de tous les gouvernements qui vivent de blé importé, soit plus de la moitié de la Russie soviétiste. Oui, tout en tentant de faire croire au monde, par le moyen de leurs comités de propagande à l'étranger, que l'état du ravitaillement en Russie n'est pas si mauvais que cela et que tous les cris d'alarme à ce sujet ne sont que des « manœuvres contre-révolutionnaires » et des « calomnies bourgeoises », les bolcheviks s'expriment avec plus de franchise dans l'intérieur du pays. Et cela ne doit pas surprendre : dans un pays où l'on a faim à tel point que les gens meurent en masse d'inanition et tombent d'épuisement dans la rue, on ne peut guère cacher la vérité.

Mais si tragique que soit la situation des paysans dans les régions dépendant de l'importation, celle des ouvriers est encore pire en ce qui concerne le ravitaillement. C'est ainsi qu'on trouve dans une déclaration officielle des environs d'Ivanovo-Vosnesensk les lignes suivantes : « Depuis le mois de juin, il n'y a pas eu de distribution de pain dans notre gouvernement. Les ouvriers sont incapables d'endurer davantage la faim; la patience, dont ils ont fait preuve si longtemps, grâce à leur organisation, est à bout. Nous protestons contre la politique du pouvoir central, qui a conduit la classe ouvrière d'Ivanovo-Vosnesensk, cet appui principal du gouvernement des ouvriers et des paysans (c'est-à-dire du pouvoir soviétiste), au bord de l'abîme. » (18) Le commissaire pour le ravitaillement rapporte de *Jegorievsk*, gouvernement de Riasan,

qu' « il n'a pas été fait de distribution de pain depuis trois mois et que, par suite de l'hypo-alimentation, on voit se propager toutes sortes de maladies parmi les ouvriers. » (14) « Dans les gouvernements de *Tver, Vladimir, Novgorod, Kostroma* et autres, les ouvriers des postes et télégraphes..... n'ont pas reçu de vivres depuis trois mois. » Et ainsi de suite.

La situation de l'industrie russe n'est pas meilleure. Depuis plus d'un an on procède à sa socialisation. Des centaines de décrets du genre le plus radical ont été publiés à ce sujet. Sur le papier, tout est socialisé et pénétré de l'esprit socialiste ; mais, malheureusement, ce n'est que sur le papier... la réalité est tout autre. Nous examinerons plus loïn les raisons de cette situation ; tout d'abord nous voudrions jeter un coup d'œil sur la situation véritable de l'industrie russe au cours de la dernière année.

Les bolcheviks ne publient pas de chiffres et de dates qui se rapportent à *l'ensemble* de l'industrie. Aussi sommes-nous obligés de brosser le tableau à grands traits.

L'industrie métallurgique de la région de Moscou : Dès le 1er avril 1918, 79 entreprises sur les 211 entreprises enregistrées, c'est-à-dire 38 pour cent, furent fermées ; la production des autres avait considérablement diminué. Le chiffre des ouvriers occupés avait baissé de 60 pour cent, et le nombre des chômeurs continue à augmenter (21).

Industrie textile : Vers le milieu d'octobre 1918, on ferma subitement 161 entreprises comprenant 18 pour cent de tous les ouvriers occupés dans cette branche. Les autres fabriques ne disposaient de matières premières que pour trois mois (22).

Industrie du ciment : Des 14 fabriques situées dans l'intérieur de la Russie soviétiste, pas une ne travaille. Une seule des fabriques d'ardoise artificielle est en marche (23).

Industrie du caoutchouc : D'après les publications officielles du Conseil supérieur d'économie nationale, 32.000 ouvriers travaillaient encore dans cette branche il y a quelques mois ; actuellement il ne reste plus que 7.500 ouvriers. Les fabriques les plus importantes sont fermées ; la même chose se produira sous peu dans toutes les autres, car « l'industrie du caoutchouc n'est pourvue de benzine que pour deux mois encore » (25).

La situation de l'industrie de la naphte a été dépeinte comme suit au Congrès des ouvriers de cette industrie : « La situation de l'industrie de la naphte est lamentable ; le combustible manque totalement. D'après les communications officielles, la provision de pétrole ne suffit que jusqu'au mois de février, les distilleries de naphte sont menacées de chômage par suite du manque de matières premières... Partout on est menacé d'un chômage en masse, partout on manque des produits les plus nécessaires. » (26)

Qu'on examine n'importe quelle branche d'industrie, celles du sucre, du papier, des allumettes, des machines, partout on constate ce même tableau d'une désagrégation rapide et même d'une destruction complète. *La Vie Economique* (n° 12) écrit, en traçant le tableau général de la situation économique : « La situation de notre industrie peut être caractérisée actuellement par un seul mot, celui de « catastrophique ».

Quelles sont les raisons de cet état de choses ? Les amis des bolcheviks à l'étranger nous expliqueraient tout de suite de quoi il s'agit : la Russie soviétiste est encerclée d'ennemis comme d'un anneau de fer, séparée des sources des matières premières et de combustible, envahie par les flammes de la guerre civile ; elle perd son sang en luttant pour les grandes idées du socialisme. Que pourrait-on espérer dans ces conditions ? Comment la situation en Russie pourrait-elle être autre ?

Mais ces explications sont-elles justes ? N'y aurait-il pas à cette désorganisation de la vie économique d'autres raisons plus profondes encore ?

Avant tout, je vais citer quelques faits : à Bakou, les stocks de naphte devant servir pour la navigation estivale sur le Volga étaient les suivants : en hiver 1916-1917, la provision de naphte était encore de 2 millions 45.000 pouds ; en hiver 1917-1918, il n'y avait plus que 60.000 pouds (27). Cependant, tout était calme encore dans cette région. Examinons cette navigation sur le Volga même : en avril 1917, le nombre des bateaux au viaduc de Kasan était, d'après des calculs officiels, de 645 ; en avril, de 41. Là aussi, pourtant, tout était calme ; il n'y avait ni guerre civile, ni Tchéco-Slovaques. Comment expliquer ces faits ?

Il a été question plus haut de l'industrie des métaux. Quelle était l'intensité du travail dans cette branche ? Elle était tombée au quart dans une grande fabrique de chaudrons ; dans une autre, la production avait même diminué de sept fois. La moyenne de la baisse de la production dans cette industrie avait été de quatre fois, tandis que cette baisse était bien infé-

rieure dans les laminoirs où le rôle des ouvriers est insignifiant (28).

Dans l'industrie du caoutchouc, la production n'avait baissé que de 50 pour cent. Toute autre est la situation dans les fabriques de drap. C'est ainsi qu'à la fabrique de *Tornton*, « qui se trouvait dans les conditions les plus favorables en ce qui concerne l'approvisionnement en matières premières et en combustible », la production de drap avait été, en octobre 1918, de 58.000 archines, tandis qu'en 1917 la moyenne de sa production mensuelle était de 220-250 archines. Pour un groupe de fabriques de drap, on établit les chiffres suivants : 500-550.000 archines au lieu d'une production normale de 2 millions (29).

Les transports sont complètement désorganisés en Russie, « environ la moitié des locomotives est hors d'usage » (31). Il fut même décidé de cesser tout à fait la fabrication des locomotives et des wagons, afin de consacrer toutes les forces à la réparation des locomotives et des wagons endommagés (31). Le pays meurt de faim, il n'est même pas capable de transporter la petite quantité de blé qu'il reçoit. En même temps on trouve à chaque instant dans les journaux des communications dans le genre de celle-ci : « *Koursk*. La production quotidienne à la station de Koursk a baissé dernièrement dans des proportions invraisemblables. On ne trouve pas une seule locomotive utilisable, malgré les besoins particulièrement accrus. Aussi, les trains transportant le blé restent-ils en panne. » (32) Les amis des bolchevistes prétendent que la Russie est séparée des régions qui lui fournissaient des matières premières. Mais comment expliquer ce projet de fabrication d'allumettes en carton

vu « la pénurie de bois », dans ce pays si riche en forêts, couvert par elles sur presque toute son étendue ? (33) Pourquoi constate-t-on presque partout une pénurie extraordinaire de bois de chauffage, pendant que les gens contemplent par la fenêtre, en claquant des dents, les forêts qui s'étendent à l'infini ? Oui, ce sont les transports qui sont désorganisés chez nous ; ce n'est pas la pénurie des métaux qui est la cause de la fermeture des fabriques. Ce qui n'empêche pas de lire ce qui suit :

« Le métal continue à voyager dans toutes les directions. Dans les dépôts de chemins de fer, dans les stations, on trouve encore des stocks considérables de métaux, ignorés de tous. » (34) Ou bien encore : « Le même tableau se présente à nos yeux en ce qui concerne les autres métaux ou matériaux ; c'est ainsi que toutes les fabriques de clous ont été obligées de fermer, pour cause de manque de fil de fer ; cependant il y avait un stock si considérable de fil de fer dans les dépôts de Wiasma, qu'on aurait parfaitement pu continuer la fabrication. » (34)

La Russie produit extrêmement peu et les besoins de la population ne sont satisfaits que dans des proportions très restreintes. On constate pourtant un fait très curieux et à première vue totalement incompréhensible : le peu même qu'on arrive à produire est distribué à grand'peine. Un membre du Bureau du Conseil économique supérieur écrit un long article sur les « modes anormaux de distribution des articles manufacturés ». « Ces marchandises ne sont pas expédiées aussitôt au consommateur. Elles restent longtemps dans les dépôts des fabriques, les encombrant et constituant

un obstacle pour la production » (35). Voici quelques exemples empruntés à cet article : « Malgré l'énorme demande en allumettes, les fabriques d'allumettes ont eu non seulement à souffrir de la pénurie d'argent et de moyens de paiement, mais elles se sont vues obligées de fermer à cause de l'encombrement de leurs dépôts. » Et plus loin : « La population a eu beaucoup à souffrir par suite de la pénurie d'allumettes. La spéculation a pris des proportions inouies, tandis que les fabriques qui étaient remplies de ce produit, étaient obligées de fermer, par suite du manque de commandes (1). » La fabrique la plus importante, celle de Lapschine, envoya la dépêche suivante : « Ne recevant plus de commandes pour la livraison d'allumettes, notre situation financière se trouve extrêmement ébranlée ; nous n'avons plus les moyens de payer les ouvriers et nous sommes menacés des pires dangers. »

Des télégrammes de ce genre arrivent, d'après l'auteur, en nombre infini. Mais on constate que « la situation est exactement pareille en ce qui concerne la distribution des tissus » et que « dans les fabriques de caoutchouc il en est de même », etc., etc.

Tout cela prouve à l'évidence que l'organisation de l'industrie en Russie est fort défectueuse et que l'appareil gouvernemental socialiste laisse beaucoup à désirer. Cela ne fait pas de doute. Mais pourquoi en est-il ainsi ? Serait-ce la guerre civile ininterrompue qui priverait les bolcheviks de leurs dernières forces et les empêcherait de se procurer le nombre nécessaire de collaborateurs ? Oh, non ! La bureaucratie bol-

(1) Il s'agit d'un ordre du Gouvernement bolcheviste.

cheviste est extrêmement, et même trop nombreuse. Le commissaire du peuple à la justice, *Stutschka* (36) s'en plaint amèrement, et le commissaire du peuple au contrôle d'Etat affirme que le nombre des employés est supérieur aux besoins. Il cite une série de faits : dans un département, le ministère de la Justice dispose d'un crédit pour 495 fonctionnaires destinés à cinq districts seulement, tandis qu'autrefois 275 fonctionnaires suffisaient pour 12 districts de ce département et pour deux autres de la province à côté. On a établi que dans un asile de province l'Administration comptait 44 employés pour 144 personnes hospitalisées ; dans un autre, il y a... 13 employés pour 10 pupilles ! On dispose donc apparemment d'un nombre suffisant de collaborateurs. En quoi résiderait alors le défaut de l'organisation ?

La réponse est bien simple. On lit dans l'édition du 1er décembre 1918 des *Isvestia* : « A quelques exceptions près, la masse amorphe de nos employés, lasse, apathique et déprimée, ne montrant de l'animation que deux fois par mois, au moment où elle touche son salaire, constitue un élément passif, incapable d'une idée vivante, d'initiative et de travail créateur. » Ceci nous explique comment le commissaire du peuple aux transports *Nevsky* peut attribuer la situation catastrophique des transports par eau à la désorganisation et à l'incapacité des organes centraux (37) ; comment les *Isvestia* du Conseil Central peuvent affirmer que « la socialisation et la réquisition des fabriques... ont amené le chaos (38) dans l'industrie du bois et du papier ; comment la Conférence du comité des fabriques de l'industrie textile et des délégués des 277.000 ouvriers de cette industrie a pu protester si

violemment contre l'attitude et l'administration du « Centro-Textile » et menacer celui-ci de rappeler les délégués (39) et ainsi de suite.

Néanmoins cette incapacité d'organisation bolcheviste n'est qu'*une* seule des raisons de la débâcle générale. J'aborderai maintenant une autre circonstance, véritablement tragique...

Le lecteur a vu plus haut que, alors que les fabriques souffrent d'une pénurie extrême en métaux, il en existe dans le pays des stocks innombrables, « inconnus de tous ». Afin de découvrir ces stocks et de les distribuer, on créa une commission extraordinaire de 5 membres. Mais après quelques mois, tous les cinq parurent devant le tribunal. Il fut établi qu'ils avaient *tous* été subornés et que seule la valeur de la somme qui servait à les corrompre, et non pas les besoins de la production, décidait à quelles fabriques les métaux devaient être fournis et quelles autres devaient en rester privées... Sur ces cinq personnes trois furent fusillées ; une autre fut condamnée à 10 ans de travaux forcés ; la cinquième, — le principal coupable, — réussit à fuir (40).

Au printemps 1918, on institua une commission extraordinaire chargée de l'évacuation d'Arkhangel. Au lieu de cela, la commission s'occupa à réquisitionner des marchandises et à les vendre à son profit. *Toute* la commission devait être arrêtée, mais un certain nombre de ses membres réussit à s'enfuir (41).

Quelques fabriques nationalisées de Moscou formèrent une « Société des manufactures ». *Toute* la direction de cette Société fut accusée d'avoir commis des actes « d'indélicatesse et de brigandage », parce qu'elle avait illégalement gagné des millions. Grâce à

la distribution de sommes énormes elle avait suborné *tous* les employés : 200.000 roubles furent répartis entre ces employés après une seule vente. Actuellement *toute* la direction et *tous* les employés sont arrêtés (42).

La revision de la caisse du Conseil militaire à Briansk avait établi qu'il manquait 426.000 roubles ; 115.000 roubles encaissés n'avaient pas été portés sur les livres ; deux membres du Soviet de Briansk avaient perçu 405.000 roubles sans fournir de reçu ; deux autres, 310.000 roubles ; en tout on avait distribué sans demander de reçus... 2.840.000 roubles (43).

A Kalouga, la commission de contrôle avait établi que ni le commissaire, ni son secrétaire ne pouvaient « justifier les dépenses ; pour 121.500 roubles, il n'y avait aucun reçu »; dans un autre commissariat, on constata 326.000 de dépenses, pour lesquelles on ne put trouver aucune pièce justificative. Les stocks de l'administration militaire étaient systématiquement pillés. Il va sans dire que là aussi « toutes les personnes responsables furent livrées au tribunal. » (44)

Dans le rapport de la commission extraordinaire à Koursk on se plaint de la spéculation... du « Conseil économique ». Après avoir dévoilé une intéressante « machination sur le sucre », le rapport ajoute que « les dossiers concernant les ventes de ficelles sont non moins intéressants ». On y constate que l'activité du Conseil Economique se serait aussi employée à « encourager la spéculation » (45). Ces termes semblent vagues, mais la chose en elle-même est extrêmement claire. Dans toutes ces « opérations », il s'agit d'un enrichissement personnel, dont les formes sont extrêmement variées.

Dans le rapport d'une autre commission extraordinaire on se plaint que « les collaborateurs de la délégation de la paix (pour l'Ukraine) profitent de leur situation pour commettre des escroqueries » (46). Un grand nombre de faits sont cités à l'appui : on aurait découvert chez eux des bijoux, des diamants, de l'or, de l'argent ; dans le wagon de la délégation, on aurait trouvé 17 personnes, non pourvues de papiers, mais munies d'une quantité énorme de produits manufacturés. On pourrait citer un nombre illimité de faits de ce genre; et comme le lecteur peut s'en rendre compte, ce ne sont pas seulement les employés subalternes qui sont compromis. Je me bornerai à citer quelques faits de caractère général.

Une circulaire de la commission extraordinaire panrusse se plaint de la « comptabilité chaotique des sommes, des marchandises et des autres valeurs confisquées ; il en résulte un nombre immense d'erreurs et d'indélicatesses » (47). Le ministère du contrôle d'Etat se plaint qu'actuellement, « où l'on procède à la confiscation non seulement de meubles, mais aussi de vivres, de vêtements, d'objets de valeur et d'argent », « on ne trouve aucune trace de comptabilité concernant les biens confisqués et qu'on ignore totalement ce qu'il advient de tous ces biens. » (48)

Les chemins de fer russes fonctionnent très mal ; en même temps on lit dans l'organe hebdomadaire de la commission extraordinaire : « Tout le monde ne se rend pas bien compte à quel point les artères de la Russie socialiste sont envahies par l'épidémie de la spéculation, de la contre-révolution et de toutes sortes d'indélicatesses dont les formes sont extrêmement variées. » (49)

Le lecteur aura peut-être de la difficulté à comprendre le sens de cette nuance politique, de cette allusion à la contre-révolution. Mais ceci, c'est le style bolcheviste. C'est ainsi qu'on lit dans l'ordre du Président de la Commission extraordinaire chargée de l'évacuation de Moscou : « Ce n'est pas le manque de vivres qui rend critique la question du ravitaillement de Moscou ; des milliers de wagons restent là sans pouvoir être déchargés. La cause principale réside plutôt dans ce fait qu'on pratique partout le *sabotage*, soit ouvertement, soit en cachette. » (50) C'est là, de nouveau, une fine allusion politique ! Mais, déjà dans l'ordre suivant, on peut lire ce qui suit : « En visitant les gares de marchandises à Moscou, j'ai pu constater un pillage non dissimulé et général des produits alimentaires », et plus loin : « La productivité du travail sur certaines lignes de chemins de fer est inférieure à 200 pouds par ouvrier », et ceci pour une moyenne de production d'un demi wagon par jour » (50). Le lecteur voit que la politique ne tient aucune place là-dedans et que la vraie cause est à chercher sur un autre terrain.

Etant donné ces faits innombrables, on ne s'étonne plus de lire constamment dans les journaux bolchevistes des récits d'exécutions et d'arrestations de fonctionnaires bolchevistes. Il s'agit quelquefois de l'exécution non seulement de personnes isolées, mais de groupes entiers ; on n'est plus surpris en apprenant que dans la seule ville de Viatka, 32 fonctionnaires ont été arrêtés du même coup (50), que la Commission Extraordinaire de Riasan a eu à s'occuper de 313 procès concernant les indélicatesses commises par des fonctionnaires (52) ; qu'une seule édition de la revue

sus-mentionnée rapporte l'exécution de 12 bolcheviks, dont un commissaire, un sous-commissaire, un caissier... Mais qui donc procède à toutes ces arrestations et à toutes ces exécutions ? Entre les mains de qui se trouve le sort de tous ces gens ? Qui décide de leur vie et de leur mort ? Oh, sous ce rapport les bolcheviks sont vraiment arrivés à organiser quelque chose : toute la Russie est couverte d'un réseau de « commissions extraordinaires pour combattre la contre-révolution, la spéculation et le sabotage ». Ces commissions font preuve d'une activité extrême. Elles ne se contentent pas de fusiller isolément ou par douzaines leurs propres adeptes bolchevistes : elles massacrent par centaines et par milliers les soi-disant « contre-révolutionnaires », et avant tout les socialistes des autres partis, les ouvriers chômeurs, les paysans révoltés...

Mais qu'est-ce que ces commissions ? Il suffit de poser cette question pour voir se dérouler de nouveau un tableau infiniment pénible. Cette fois-ci, il ne s'agit plus d'argent, de vulgaire vol. Il s'agit de sang humain et des souffrances insensées de gens, jetés en prison sans jugement et sans discernement, de gens dont la grande majorité est totalement innocente. On lit dans l'édition n° 4, page 6, de la revue mentionnée : « De tous les côtés, nous apprenons que des éléments, non seulement indignes, mais criminels, cherchent à s'introduire dans les commissions départementales et surtout régionales. » Des éléments qui « non seulement n'appartiennent pas à un parti, mais sont nettement malhonnêtes, tâchent d'obtenir les postes responsables de Président ou de membres de ces commissions ; moins le niveau moral de ces gens est

élevé, plus les résultats de leur travail est déplorable. » Cherchent à s'introduire ? Alors, ils y réussissent ? Ailleurs on lit : « Tout le monde se rappelle ces cas, où les Soviets locaux ont été littéralement terrorisés par les « Extraordinaires ». Il se produisait une sélection naturelle : les meilleurs éléments restaient dans les Soviets, tandis que les Commissions réunissaient toutes sortes de gens sans aveu, prêts à n'importe quelle besogne. Combien de fois les Soviets départementaux se virent-ils obligés d'envoyer des commissions d'enquête et même des expéditions de châtiment contre les Extraordinaires régionaux ! Mais chez les Extraordinaires départementaux les choses ne se passaient pas non plus toujours d'une façon satisfaisante : l'exemple en est fourni par l'emploi des tortures les plus subtiles et les plus raffinées à la commission extraordinaire de Smolensk » (53).

Il vient d'être question de torture, — dira le lecteur, — serait-il possible qu'une chose pareille existât dans un Etat socialiste ? Il s'agit probablement d'un acte arbitraire, d'un hasard, d'un excès ? Non, il s'agit malheureusement de tout autre chose...

L'édition n° 3 de la même revue contient une lettre ouverte de trois bolcheviks estimés, occupant des postes responsables ; cette lettre à la Commission Extraordinaire panrusse, est intitulée : « Pourquoi tant de chichis ? » Dans cette lettre, on demande à l' « Extraordinaire » pourquoi elle n'a pas recours à la torture ? Pourquoi a-t-elle laissé échapper le consul britannique Lockhardt au lieu de le « soumettre à une troture, dont le simple récit aurait suffi pour terroriser tous les contre-révolutionnaires ? »

On accuse la commission d'avoir, en renonçant à torturer Lockhardt, « abandonné le point de vue marxiste en ce qui concerne la politique extérieure ». Lecteur, cela te fera rire et, cependant, n'est-il pas désespérant de voir comment les gens dénaturent les idées les plus élevées, en leur prêtant une forme insensée, ignoble et criminelle ?

Quelle a donc été la réponse de cette commission extraordinaire panrusse, organe directeur pour toutes les « Extraordinaires » locales ? Formule-t-elle une protestation indignée, rejette-t-elle avec mépris cette proposition monstrueuse ?

Oh non ! Sans s'élever contre la torture *en général*, elle répond qu'elle considère ce moyen comme peu indiqué dans ce cas particulier ! Est-il besoin après cela de parler encore des cas innombrables de mauvais traitements et même de « torture exercée sur la population » (54) ? Involontairement on se pose cette question : le socialisme ne serait-il réellement pas autre chose qu'une résurrection de l'inquisition moyenâgeuse ?

Laissons la deuxième conférence des commissions extraordinaires proclamer systématiquement « pour que tout le monde l'entende, qu'elle condamne de la façon la plus sévère tous les collaborateurs des Extraordinaires et les membres des Soviets qui se sont engagés sur le chemin criminel et nuisible au gouvernement soviétiste de la débauche, de l'enrichissement personnel et de l'ivrognerie, et qu'elle réclame pour ces actes un châtiment implacable » (55). On voudrait lui crier : « Non, buvez plutôt, enrichissez-vous, réquisitionnez tout sans mesure et sans en rendre compte à quiconque, gardez tout pour vous-mêmes, mais ne torturez pas les

gens, ménagez un peu le sang humain, ne jetez pas la honte sur l'être humain ! »

Et le peuple russe se tait, il ne proteste pas, il supporte tout : la torture, les exécutions ?

Avant de répondre à cette question, il faudrait savoir qui en Russie est encore capable de lutter contre les bolcheviks.

La débâcle de l'industrie et la crise du ravitaillement pèsent lourdement sur la classe ouvrière. La grande majorité des ouvriers a pris la fuite et s'est dispersée dans les villages. Quelques chiffres en fournissent le témoignage. Le département de statistique du Soviet économique des régions du Nord a fait une enquête sur le nombre des ouvriers à Pétrograd. L'enquête s'étendit à 673 entreprises. Il fut établi qu'au 1er janvier 1918 le nombre d'ouvriers occupés par ces entreprises était encore de 277.986 ; au 1er avril 1918, ce nombre n'était plus que de 120.495. Il y avait donc eu une diminution de 57 pour cent en trois mois. Même tableau à Moscou. Même les industries jouissant actuellement de tous les privilèges de l'Etat, et groupant tous les ouvriers qui se trouvent sur place, se dissolvent avec une rapidité incroyable. Au cours des quatre mois, janvier-mai 1918, le nombre des ouvriers en métaux dans le district de Moscou s'est réduit à 123.000 sur 165.000. L'union des ouvriers chimistes sur ses 40.000 membres en perdit 30.000, autrement dit 75 pour cent de son chiffre total !

De tous les côtés on reçoit des communications analogues. « Par suite de la pénurie des vivres, les ouvriers abandonnent les ateliers en masse », — on constate cela dans toutes les branches de la production, dans l'industrie du ciment (57), du papier (58), etc. Ce ne

sont certes pas seulement les ouvriers qui se dispersent : on constate une dissolution et une désagrégation effroyablement rapides des grandes villes en général. C'est ainsi que, d'après les dernières statistiques, la population de Moscou ne compte plus que 900.000 habitants (59), c'est-à-dire qu'elle a, au cours d'une année de règne bolcheviste, diminué de près des deux tiers ! La population de Pétrograd avait, selon les statistiques officielles, au cours de la même année, diminué de 60 pour cent. Qu'on réfléchisse à la signification de ces chiffres. La désagrégation de la classe ouvrière, — c'est la ruine du socialisme ; la désagrégation des villes, — c'est la ruine de la culture !

Aussi ne saurait-on s'étonner si les villes, subissant l'emprise mortelle de la faim et de la terreur bolcheviste, se tiennent tranquilles et se contentent d'accumuler dans leur for intérieur une haine élémentaire et implacable contre les bolcheviks.

Il en est autrement dans les campagnes. On pourrait citer par centaines les révoltes paysannes qui se produisent continuellement dans toutes les régions. On trouve à peine une édition d'un journal bolcheviste quelconque qui ne donne pas communication de plusieurs de ces révoltes. Aussi Lénine fut-il obligé d'avouer que « les révoltes paysannes se sont étendues en été 1918 sur toute la Russie » (1). Mais tout en annonçant ces révoltes, les bolcheviks n'oublient jamais d'ajouter que ce ne sont que des attentats « contre-révolutionnaires » des « usuriers ruraux ». S'agit-il encore d'un exercice de style ou bien les bolcheviks ont-ils raison, ne serait-ce que cette fois-ci ? Nous allons le voir tout à l'heure.

Cela ne fait pas de doute : il y a des paysans riches

et des usuriers frais émoulus dans les campagnes. Leur origine n'est pas difficile à établir. Jamais la spéculation n'a atteint en Russie des proportions aussi grandioses que maintenant, — et cela les bolcheviks eux-mêmes l'avouent. Ainsi, le rapporteur à la conférence des ouvriers en maroquinerie dut admettre que 80 pour cent de tous les articles de maroquinerie se soustraient au contrôle et se vendent à des prix de spéculation. Comment pourrait-il en être autrement ? Quand on pense que la ration en vivres dans les capitales est de 100 à 400 grammes de pain, 3 à 8 harengs par personne et *pour deux jours* (v. n'importe quelle édition des « Isvestia » officielles), et que cette quantité est le maximum de ce que les citoyens de l'Etat soviétiste reçoivent *dans le meilleur cas* ; que dans bien des endroits on ne distribue *rien pendant des mois*, et qu'il est impossible de se procurer quelque chose de façon légale, on comprendra quel a dû être le développement du commerce clandestin. C'est seulement grâce à ce commerce clandestin que les sujets des bolcheviks existent encore. On lit dans la « Commune du Nord » : « C'est uniquement grâce au commerce clandestin que les régions affamées de notre département ont pu échapper à une véritable catastrophe »(60). Certes, un grand nombre de gens ne font ce commerce que pour leur propre usage ; d'autres, par contre, gagnent ainsi des sommes fantastiques. Il y a de ces gens-là aussi bien dans les villes que dans les campagnes.

Il existe d'ailleurs encore un autre moyen, extrêmement répandu, de s'enrichir : c'est celui d'accepter un des innombrables postes qui donnent droit aux « réquisitions » ? Le nombre des riches n'est pas grand néanmoins. Et ce sont précisément ces riches qui sont

le plus intéressés à voir subsister le régime bolcheviste. Même s'ils voulaient se soulever, ces éléments se rendent trop bien compte qu'on ne peut rien gagner par une seule émeute dans un village isolé ou même dans une région entière, mais que, par contre, on risque tout, même sa vie.

Que de fois les bolcheviks eux-mêmes ont-ils été obligés de reconnaître que ces révoltes paysannes se déchaînent « avec une force élémentaire » (61). En effet, qu'on songe à la situation des campagnes ! Une désagrégation totale, un chaos complet dans les rapports agraires, l'impossibilité absolue d'obtenir de la ville un seul clou, encore moins une faux, — et par-dessus le marché la famine, une effroyable famine, désespérante et épuisante ! Aussi serait-on tenté de s'associer aux paroles de Zinovief, cette main droite de Lénine : « Si l'on examine de plus près la situation des campagnes, on sent se dresser les cheveux sur la tête ! (62) » Mais on aperçoit par là-même qu'il n'est pas nécessaire de chercher des considérations politiques profondes et ingénieuses pour expliquer ces révoltes paysannes. A chaque instant on rencontre des communications dans le genre de celle-ci : « Dans le village Basarnia Karaboulaka (gouv. Saratof) a eu lieu une émeute contre-révolutionnaire des usuriers ruraux, qui avait amené 3.000 paysans n'entendant rien à la politique à se joindre à eux. La cause de l'émeute fut la crise du ravitaillement » (63). Ainsi la cause de l'émeute était la faim ! Pourquoi alors avoir encore recours à des mots comme « n'entendant rien à la politique » ou « contre-révolution » ou « usuriers ruraux » ? Pourquoi cette fine fleur de phraséologie politique, quand il s'agit d'un fait aussi simple que la famine ?

Pourquoi tout cela, — si même les ouvriers d'Ivanovo-Vosnesensk, ces « appuis principaux du gouvernement des ouvriers et des paysans » disent leur « patience à bout » ; si l'on se décide à « passer dans les rangs des Anglais » « pour un morceau de pain » ? Saurait-on être surpris après cela si la protestation des paysans contre la famine prend le caractère d'un « mouvement élémentaire » ?

Il faut avouer cependant qu'en Russie les paysans organisent constamment des émeutes, jusque dans les régions qui ont assez et même trop de pain. Ces émeutes se produisent parce que les bolcheviks qui n'ont rien su organiser au point de vue de la production et qui ne peuvent obtenir le blé des paysans par la voie de l'échange, ont eu recours, là comme ailleurs, au seul moyen qui était à leur disposition : à la violence. Ils ont organisé des expéditions armées et les ont dirigées sur les campagnes pour se procurer du blé. Pour une fois, ces expéditions marchent-elles contre les « usuriers ruraux » ? Chose extraordinaire, cette fois-ci, les bolcheviks eux-mêmes renoncent à leur phraséologie favorite. Ils affirment qu'il existe dans ces gouvernements « des provisions de blé non seulement chez les riches, mais aussi chez la classe paysanne moyenne » (63) et qu'on « se heurterait ici aux larges masses paysannes » (64). C'est contre ces « larges masses paysannes » que les bolcheviks dirigent leurs « expéditions de réquisition ». On peut facilement s'imaginer ce que sont ces expéditions. Ce n'est pas pour rien que le même Zinovief avoue qu' « une bonne partie des circonstances bolchevistes ont pour raison l'incapacité et le manque de tact de nos agents » (62); ce n'est pas pour rien qu'il a été dit à la réunion plé-

nière du Soviet de Moscou, au sujet des chefs de ces expéditions de réquisition : « tout leur travail consiste à toucher des pots-de-vin et à se conduire comme des bandits » (65). Mais cela est certainement faux : car elles s'occupent aussi de la répression des émeutes contre-révolutionnaires des « usuriers ruraux », ce qui veut dire en langage clair qu'elles fusillent les paysans en masse, quand ceux-ci, exaspérés par toutes ces « réquisitions » et « confiscations », toutes ces « oppressions » et ces « tortures », ont finalement recours à des moyens de défense élémentaires, sanglants et irraisonnés...



Quand on considère les décrets bolchevistes, ces milliers de décrets, — on pourrait vraiment s'imaginer qu'un Etat socialiste a été édifié en Russie. Ce n'est pas pour rien que les chefs bolchevistes sont des journalistes et des écrivains féconds et talentueux. Hélas ! La réalité est tout autre : il y a débâcle totale de l'économie nationale ; et cette débâcle a des tendances nettes et caractérisées vers le régime de la *petite bourgeoisie*.

Quand les bolcheviks se sont vus obligés d'organiser l'industrie « sur une base nouvelle », ils ont dû cette fois encore, avoir recours à leur moyen habituel, celui de la « création par les masses ». On introduisit le contrôle ouvrier, c'est-à-dire que les diverses entreprises furent soumises à la surveillance de comités d'usines composées d'ouvriers. Un an s'est passé — et les représentants du contrôle d'Etat affirment que le contrôle ouvrier a dégénéré totalement. Il s'est « approprié l'entreprise au lieu de se borner à la contrô-

ler » (66). Le propriétaire unique, le fabricant, a été remplacé par un groupe de propriétaires. Dans ces conditions la production ne peut donner de bénéfices à l'Etat ; au contraire, elle doit s'exercer à son désavantage, c'est-à-dire au désavantage des larges masses du peuple ouvrier. Cela ressort clairement du fait suivant : dans toute l'industrie métallurgique le salaire des ouvriers et des employés absorbait déjà, en été de l'année courante, 105 pour cent de la valeur brute de la production (67). Il fut établi, pour tout un groupe de fabriques, que la valeur de toute leur production ne dépassait pas 70 pour cent du capital d'exploitation (68). Tout le monde se rappelle le fait communiqué par Zinovief, dans une réunion plénière du Soviet de Pétrograd. Les usines Poutiloff reçurent, pour un temps déterminé un subside de l'Etat, se montant à 96 millions de roubles; 66 millions furent distribués en salaires, alors que la valeur totale de la production n'avait pas encore atteint la somme de 15 millions !C'est là précisément le fond de la chose : toute l'industrie de la République soviétiste, pour autant qu'elle existe encore,ne subsiste qu'avec l'aide de l'Etat.Mais la valeur totale de sa production n'atteint même pas la *moitié* de ce subside. Dans ces conditions, la faillite de l'Etat est inévitable, à vrai dire elle s'est produite depuis longtemps. On a bien vu le budget semestriel établi par le ministre des finances Goukovsky, atteindre le chiffre astronomique de 80 milliards de roubles — et cela en face d'une absence totale de sources de revenus ! Ou plutôt si, il en existe *une* : c'est la machine à imprimer. Elle fournit tous les jours environ 200 millions de roubles. Faut-il s'étonner que le rouble russe ait déjà perdu sur le marché intérieur 95 pour cent de sa valeur

et qu'à l'extérieur l'argent émis actuellement en Russie ne soit plus accepté du tout (1) ?

Il résulte de cette situation de l'industrie une perte énorme pour l'Etat, autrement dit pour l'ensemble de la populaion ; un petit nombre seulement d'ouvriers travaillant encore y trouve un profit. Ce profit consiste tout d'abord dans un salaire très élevé, puis dans des privilèges de toutes sortes, quant à la distribution des marchandises livrées par la fabrique. La quantité de marchandises qui revient à chaque ouvrier n'est nullement en rapport avec ses besoins. Je me souviens, par exemple, qu'en été 1918, les ouvriers de la fabrique Prokhorof, à Moscou, avaient touché pour eux-mêmes et pour chaque membre de leur famille 30 mètres de tissu. Rien d'étonnant dans ces conditions si les paysans et surtout les anciens soldats se font embaucher par force dans les fabriques, et sans avoir la moindre notion de la production, dans l'espoir de toucher un salaire élevé et une part des marchandises : « ce qui se passe est une véritable rapine, un pillage des fabriques » (70).

Certes, ce n'est pas le seul moyen par lequel on peut s'enrichir dans l'industrie russe. On lit dans *La Vie Economique* : « Tous les efforts de nos conseils économiques, toute l'énergie de nos ouvriers conscients doivent être concentrés pour empêcher les éléments parasitaires qui s'introduisent dans les comités des fa-

---

(1) Seuls l'argent tsariste et les billets de mille roubles de Kerensky gardent une certaine valeur. Cela vient de ce que les bolcheviks sont incapables d'organiser l'impression de ces billets sur une grande échelle.

briques, de ruiner l'édification de notre économie communiste, en faisant cause commune avec les spéculateurs. »

C'est ainsi que la classe ouvrière russe est devenue propriétaire des entreprises industrielles, — pas pour longtemps cependant. Car ces entreprises fondent entre ses mains comme de la neige. Le chômage augmente, la famine dans les villes s'intensifie, et la classe ouvrière se dissout et se disperse à travers toute la Russie. Seuls des groupes restreints d'ouvriers et certains « éléments parasitaires » réussissent à tirer un avantage de cette désagrégation, de cette destruction totale de l'industrie et de son élément principal, la classe ouvrière (1).

Et dans les campagnes ? Il s'y produisit le même phénomène qui avait eu lieu pendant la Révolution française et qui pèse aujourd'hui encore si lourdement sur tout le mouvement social en France, — le phénomène que nous, socialistes-révolutionnaires, avions toujours redouté : le sol devient la propriété d'un nombre immense de petits propriétaires. L'espoir d'une socialisation méthodique du sol, cette pierre angulaire du socialisme agraire, s'est vu ruiné par là pour un temps indéfini.

Mais les paysans ne sont même pas parvenus à tirer

---

(1) Ceux qui ne sont pas encore convaincus, ceux qui disent toujours — comme l'affirment les bolcheviks — que la classe ouvrière russe est pénétrée des idées du socialisme, devraient réfléchir sur le fait suivant : les bolcheviks ont réussi à fonder plusieurs fabriques associées, — et ils constatent déjà qu'il règne dans ces fabriques « une spéculation effrénée sous le couvert respectable d'une organisation sociale » (71).

un avantage de cette possession du sol : dans la majeure partie de la Russie bolcheviste, ils meurent de faim ; dans d'autres, où le blé existe en profusion, le village est littéralement inondé d'argent. Mais quelle est la valeur de ces roubles en papier, dont on dit, dès maintenant, qu'on ne peut les accepter en paiement qu'au poids ? La masse des paysans russes s'appauvrit rapidement, et ce sont toujours des groupes isolés, les spéculateurs et les agents du gouvernement bolcheviste, qui parviennent à s'enrichir.

Les grosses fortunes privées ont disparu en Russie : et cela est très bien. Il est déplorable seulement que ces fortunes ne profitent pas au peuple travailleur, — car il se produit plutôt un appauvrissement rapide des masses populaires. A la place des centaines et des milliers de grosses fortunes, on voit surgir maintenant, au-dessus de la grande masse du peuple miséreux, des centaines de milliers de propriétaires nouveaux, moins importants que les anciens, mais tous aussi robustes et résistants.

Pendant le pillage d'un grand domaine, les paysans s'étaient emparés d'une glace ancienne, de très grande valeur. Longtemps ils ne surent ce qu'ils devaient en faire : finalement ils décidèrent de la briser et chacun emporta un petit morceau. C'est là l'image et le symbole de ce qui passe actuellement sous le régime bolcheviste.

V

COUP D'ŒIL SUR LE PASSE ET SUR L'AVENIR

Il me semble entendre déjà une réflexion importante : « Admettons que tout cela soit exact, que la situation de la Russie soit profondément tragique, que les souffrances des masses populaires soient intenables ; mais qu'est-ce que les bolcheviks viennent faire là-dedans ? » Et en effet, n'ai-je pas fait ressortir moi-même que la Révolution russe courait vers l'abîme, dès les premiers jours de son avènement, que le tzarisme et son héritage avaient tellement aplati le peuple russe qu'ils faillirent lui casser l'épine dorsale ? Ne serait-ce pas une folie d'en faire retomber la responsabilité sur les bolcheviks ?

Ce serait certes une folie, mais ce n'est pas de cela que je les accuse :

Alors que la révolution russe courait vers l'abîme, ils ont cherché à accélérer le mouvement, au lieu de le réfréner. Ils se sont mis à travailler le peuple russe, aveuglé par un long esclavage et insuffisamment mûri, et, au lieu de le détourner de la voie qu'il avait prise, ils l'ont hypnotisé en lui faisant croire qu'il trouverait le paradis précisément au bout de cette voie-là. Ils ont fait plus : ils ont calomnié outrageusement tous ceux qui se sont efforcés de détourner le peuple de la voie dans laquelle il s'était engagé, les traitant d'ennemis du peuple, parce qu'ils voulaient empêcher le peuple d'entrer dans ce paradis. Ils ont soutenu, encouragé

tout ce que le peuple faisait par lâcheté, par profond égoïsme, par apathie ; on pourrait même dire qu'ils ont organisé l'anarchie et la désagrégation, en l'augmentant d'une façon incommensurable. Il s'agit ici d'un phénomène analogue à celui qui est connu en physique sous le nom « vibrations forcées ». Un pont capable de soutenir le poids de plusieurs milliers d'hommes peut s'écrouler au passage d'un seul bataillon, si celui-ci marche d'une façon rythmique et si le rythme de ses pas coïncide avec les oscillations du pont. C'est dans ces proportions énormes que les oscillations du pont se trouvent accrues par cet unisson de mouvements.

Le tsarisme avait ébranlé toute la structure de la société russe ; il avait excité toutes les passions et les avait mises en mouvement. Mais les bolcheviks se mirent à appuyer le rythme de ce mouvement par un travail régulier et organisé et provoquèrent par là des vibrations forcées d'une intensité et d'une puissance telles que tout l'édifice dut fatalement s'écrouler.

Les bolcheviks ont, certes, cru, en appuyant par leur propagande l'action immédiate de petits groupes isolés, favoriser la réalisation du socialisme en Russie. De même qu'ils étaient persuadés, en activant la débâcle de l'armée et en livrant le pays, comme une proie facile, à l'impérialisme allemand, qu'ils favorisaient la réalisation du socialisme dans le monde entier. Toutes les causes des actes bolchevistes reposent sur une erreur profonde et essentielle : l'idée que le monde entier est mûr pour le socialisme, que celui-ci est imminent et extrêmement facile à réaliser.

Mais si les *causes* des actes bolchevistes reposent sur une erreur, *ces actes mêmes*, notamment leurs méthodes de combat, sont non plus une erreur, mais un

crime ; car ils consistent tous dans l'emploi de la force, d'une terreur sanglante et effrénée (1).

La guerre civile, menée par les bolcheviks (le lecteur se souvient-il de la parole fameuse de Trotzky : « le bolchevisme, c'est la guerre civile » ?) est si effroyable, si cruelle, qu'on ne peut expliquer ses proportions et son intensité que par l'état de sauvagerie morale résultant d'une guerre mondiale de quatre ans. Il n'y a pas d'autre explication à ce fait que le monde entier ne tressaille pas en contemplant cette guerre

---

(1) Je reçois à l'instant l'édition n° 5 de la « Revue de la Commission extraordinaire pour la lutte contre la contre-révolution ». On frissonne involontairement en lisant cette publication. En voici la chronique : la commission régionale de Pechekhonie (l'une de celles qui inclinaient le plus vers le banditisme) publie un rapport périodique sur son activité : 30 personnes ont été exécutées, dont une famille entière, les Chalaieff (3 hommes, 2 femmes), la famille Volkoff (2 hommes, 2 femmes). La plupart ont été exécutés pour avoir fait « de la propagande contre le pouvoir soviétiste », le reste — pour « activité contre-révolutionnaire ». Suit le rapport d'une autre commission au sujet d'*une* de ses séances : 54 procès jugés, 31 personnes exécutées. Plus loin on trouve cette brève notice : « La commission de Petrograd a fait fusiller 500 personnes », etc. Ensuite vient, comme d'habitude, une série de communications, concernant les exécutions de fonctionnaires bolchevistes, ayant occupé des postes responsables.

Qu'on y songe : *aujourd'hui* ce sont des fonctionnaires qui sont exécutés, mais *hier* encore c'étaient *eux* qui faisaient exécuter ! Hier encore le sang humain a coulé par ordre de ces bandits !

Telle est la chronique... Ajoutons qu'elle est suivie d'un feuilleton humoristique intitulé : « Deuxième feuilleton extraordinaire ».

civile, qu'il ne crie et ne proteste pas. Que de fois les bolcheviks ont-ils proclamé ouvertement qu'après les *centaines de milliers* de victimes de la guerre mondiale ils ne reculeraient pas devant des *dizaines de milliers* de victimes de la guerre civile ! Mais cette guerre mondiale n'était-elle pas l'expression de la débâcle, de la corruption profonde du capitalisme impérialiste ? Comment a-t-il pu arriver que ceux-là même qui se donnent le nom de « socialistes-radicaux » aient été gagnés *si radicalement* par la contagion de l'impérialisme ?

Comment a-t-il pu arriver que précisément ceux qui croient être des socialistes rigoureusement fidèles aux principes du socialisme, aient inondé le sol russe du sang des ouvriers, des paysans, des intellectuels socialisants ? Et cela dans des proportions telles qu'on songe en contemplant les drapeaux rouges bolchevistes, non pas à une aube, à une vie nouvelle, mais au sang et à la traditionnelle chemise rouge des bourreaux russes ?

Pourtant, en examinant les choses de plus près, on arrive à cette conclusion que les deux choses, l'erreur fondamentale des bolcheviks et leurs actes criminels ont la même racine...

En politique comme en religion, la foi joue un rôle important et souvent décisif. La dépendance matérielle des masses, l'ambition mais aussi l'enthousiasme et le besoin d'abnégation chez les chefs remplissent l'atmosphère politique de passions innombrables, obscurcissent la raison et la refoulent en arrière. Cela est d'autant plus facile que la position de la raison en politique n'est généralement pas trop solide. Car la politique n'est pas une science : les lois de la vie sociale ne sont pas encore établies ; la raison a affaire à un trop grand nombre de facteurs indéfinis, chan-

geants, capricieux. Généralement elle est incapable, non seulement de prédire quoi que ce soit en politique, mais même de reconnaître objectivement les faits et de les apprécier à leur juste valeur. Mais, moins la politique est dominée par la raison, plus elle est secouée par les passions et les ambitions, plus aussi la foi doit-elle y tenir une place importante. Or, la foi est intimement liée au fanatisme et à l'intransigeance. Cela aussi, nous le constatons en religion comme en politique ; car là où l'on peut prouver si peu et où il faut, consciemment ou inconsciemment, croire à tant de choses, nos vœux ardents inclinent trop facilement à adopter la forme de dogmes absolus et irrévocables. Plus ces dogmes nous tiennent à cœur, plus leur réalité est impossible à prouver, et plus nous montrons d'intransigeance pour chaque mot de critique. Là où l'on ne parvient pas à convaincre, on commence à se haïr.

Qu'on examine à ce point de vue l'atmosphère morale dans laquelle vivent un Lénine ou un Lounatcharsky. Ce sont des gens qui croient fermement à leur idée, qui lui sont infiniment dévoués et qui consentiraient pour elle à n'importe quel sacrifice... Il me semble entendre déjà partir de tous les côtés des exclamations passionnées et des objections : Comment ces hommes, qui approuvent la terreur la plus effroyable, qui l'admettent et qui, même, l'organisent, qui sont instruits de toutes ces cruautés et qui, néanmoins, les tolèrent, — comment ces hommes-là pourraient-ils être honnêtes ou capables d'abnégation ? Et cependant ce n'est ni étrange ni incompréhensible. Il suffit de songer à l'inquisition du moyen-âge. N'y a-t-il pas eu parmi les inquisiteurs un grand nombre d'hommes dévoués, sincères et profondément croyants, sûrs à chaque instant

de servir Dieu par toutes leurs cruautés et de magnifier son règne ? En effet, il est incroyable à quel point les idéologues du bolchevisme ressemblent en *tout*, dans les grandes comme dans les petites choses, à ces inquisiteurs. De même que ceux-ci croyaient fermement être les seuls à posséder la vraie conception de Dieu et la voie du salut, ceux-là sont convaincus d'être les seuls vrais socialistes et de posséder le seul moyen de réaliser le socialisme. De même que les inquisiteurs se refusaient à reconnaître d'autres doctrines et condamnaient les adeptes de celles-ci à la torture et à l'exécution, de même les autres torturent et exécutent implacablement les socialistes d'autres partis. Et comme les uns croyaient servir Dieu par leurs actions, parce que tous ces hommes malheureux et torturés étaient des « blasphémateurs de Dieu » et des « hérétiques », les autres croient aussi favoriser la cause du socialisme en torturant et en fusillant des « contre-révolutionnaires » et des « traîtres au socialisme » ?...

De même que toutes les choses de l'univers paraissent si simples et si compréhensibles à un homme possédant une foi élémentaire, les bolcheviks s'imaginent aussi qu'il n'y a rien de plus facile que la réalisation immédiate du socialisme par la voie des décrets et de la violence. Ils n'aperçoivent pas les côtés difficiles et compliqués de la tâche, car leur raison est aveuglée par leur désir passionné. Mais la croyance à la facilité de la tâche accroît leur énergie dans des proportions énormes et stimule leur activité.

Cependant la vraie *religion* est, à l'encontre de la *foi* aveugle, inséparablement unie à la tolérance. Car celui qui est pénétré de cette religion a la conscience nette de la différence entre Dieu lui-même et une con-

cep on individuelle et limitée de Dieu. Il ne croit pas que l'essence objective de Dieu puisse se résoudre en une conception subjective de l'Etre suprême. C'est précisément en contemplant cet Etre infiniment supérieur qu'il apprend à reconnaître l'essence subjective, accidentelle et limitée de sa propre personnalité. Et, partant de cette limitation de soi-même, il commence à admettre d'autres conceptions de Dieu, d'autres voies de salut ; bref, il devient tolérant. Car l'intolérance a pour base une adoration de soi-même ; elle consiste dans la dissolution de l'essence objective de Dieu dans une conception isolée et subjective, dans le remplacement de celle-là par celle-ci. Voilà pourquoi l'idéologie de l'inquisition n'était nullement religieuse dans le sens exact et profond de ce mot, car elle était pénétrée non pas de l'idée de Dieu, mais d'une adoration de soi-même ; elle se résumait non pas dans une idée objective de Dieu, mais dans une conception de Dieu purement humaine et subjective. Tout cela s'applique aux bolcheviks. Oui, ils sont pénétrés d'une foi aveugle et fanatique, mais ce n'est que la foi dans *leur* propre conception du socialisme, dans la voie préconisée par *eux*. Et, croyant servir le socialisme et l'humanité tout entière, ils fournissent l'exemple d'un égoïsme inconscient et d'un état d'esprit borné à l'extrême, en sacrifiant des vies humaines innombrables à leur conception du socialisme.

Mais ceci nous explique en même temps comment ces idéologues, ces hommes honnêtes arrivent à s'entourer d'un cercle de voleurs, de brigands et de filous. Ils sont aveuglés par leur adoration d'eux-mêmes : il suffit qu'un homme vienne les trouver et leur dise qu'il est absolument de leur avis, qu'ils ont mis en train

une chose merveilleuse et qu'il désire les aider, — pour qu'un poste souvent très responsable lui soit accordé sur-le-champ. Il va de soi que cet homme est capable, honnête et intelligent : comment pourrait-il en être autrement, s'il est de *leur* avis, s'il est capable de *les* comprendre et de les apprécier ? Mais l'odeur du sang attire tous les chacals et toutes les hyènes de la gent humaine, elle déchaîne avec une puissance formidable tous les instincts bestiaux de l'homme. Comment saurait-on être surpris, dans ces conditions, de voir l'Etat soviétiste se transformer peu à peu en chambre de tortures ?

Et la politique, se serait-elle laissé déborder totalement par la religion, au point de n'avoir créé rien d'objectif, qui eût pu amener la tolérance ? Non, cela n'est pas ; il y a une tolérance en politique aussi ; et on y parvient par un chemin analogue à celui qui conduit à la tolérance religieuse.

Celui qui est pénétré de l'idée que l'humanité est une conception plus haute que l'individu ; celui qui a mis de côté l'égoïsme et l'adoration de soi-même, propres à la nature humaine ; celui qui ne se borne pas à souhaiter le bonheur pour lui-même et pour le cercle restreint de ses proches ; celui qui ne se reconnaît pas une autorité absolue dans toutes les questions, bref, celui qui est capable de limiter l'égoïsme matériel et intellectuel de sa propre personnalité, en songeant à l'humanité, celui-là fait preuve de tolérance en matière de politique aussi. Car il comprend que ses désirs ne sont que ses désirs à *lui*, que ses conceptions ne sont que ses conceptions à lui, et que, même en tendant vers la réalisation du bonheur universel, il s'efforce de le faire d'après *sa* conception *subjective* du bonheur

universel. Aussi commence-t-il à reconnaître aux autres ce même droit auquel il prétend lui-même : le droit à la vie, le droit à penser et à vouloir.

Cette idée simple mais décisive est la base du socialisme : il réclame le même droit à la vie pour tous les hommes, c'est-à-dire une limitation radicale de tout égoïsme individuel par l'idée de l'humanité. Et c'est par la voie *démocratique* que le socialisme tend vers sa réalisation, en plaçant la volonté claire et libre de la majorité au-dessus de la volonté individuelle. Chacun est libre de croire à ses idées aussi fermement qu'il le peut. Libre à lui de tenter infatigablement de persuader les hommes de la justesse de son idée et de recruter des adeptes ; mais il ne faut pas qu'il oublie que toute idée politique n'est au fond que *son idée personnelle*. A partir du moment où il *réclame* la reconnaissance de son idée par le monde entier, où il tente de réaliser son idée en usant de *violence*, il ne fait que montrer qu'il se place au-dessus des autres hommes, au-dessus de l'humanité entière. Il montre qu'il est un *tyran*, et ceci tout à fait indépendamment de la valeur de son idée même.

C'est précisément cela, cet élément fondamental et déterminant, caractérisant toute la conception socialiste de la vie, qui fait complètement défaut aux idéologues du bolchevisme. Certes, ils parlent beaucoup du socialisme, du bonheur de l'humanité, mais ce ne sont que des paroles creuses, car ils ne servent pas ce tout, mais uniquement la conception limitée et subjective qu'ils se font de ces formidables choses ; et ils la servent par le moyen criminel de la violence.

Il n'existe en politique que deux voies : la voie de la libre manifestation de la volonté du peuple et celle

d'une guerre civile ininterrompue, dissimulée ou franche, chronique ou aiguë. L'égoïsme matériel, le fanatisme aveugle, la foi irraisonnée engagent les hommes dans la seconde voie. Comment une guerre civile pourrait-elle être évitée là où un groupement d'hommes place ses buts matériels et étroits ou même idéologiques au-dessus des intérêts généraux et humains et se croit le droit de tenter la réalisation de ces buts en faisant usage de la force armée ? Où est cette « troisième force » capable d'apaiser la dispute passionnée et sanglante des groupements isolés ? Et, cependant, elle existe, cette troisième force : elle réside dans la libre volonté du peuple, dans la reconnaissance de cette volonté et de ses décisions autorisées.

C'est là le point où notre parti a radicalement et définitivement rompu avec les bolcheviks : dans la lutte entre la raison claire et la foi aveugle, entre la liberté et l'intolérance, entre le vrai règne du peuple et celui de la tyrannie, notre parti s'est résolument rangé du côté des premiers. C'est ce point de vue que nous sommes décidés à défendre jusqu'au bout, *fanatiquement* ; mais non pas avec le fanatisme lié à l'intolérance et à la tyrannie, mais avec celui de la tolérance et de la liberté. Ce fanatisme-là est une chose merveilleuse, je dirai plus : nous sommes profondément convaincus que c'est sous sa bannière que la raison peut vaincre définitivement dans l'histoire de l'humanité et qu'elle vaincra.

Que de fois n'avons-nous pas engagé les bolcheviks à faire appel à cette troisième force, la volonté populaire, pour qu'elle soit l'arbitre dans notre dispute ! Que de fois ne leur avons-nous pas proposé d'organiser un referendum au sujet de chaque question ! Mais ils n'ont

rien voulu entendre. Car ils ont réduit la volonté du peuple en esclavage et ils redoutent sa voix claire et libre. C'est en vain qu'ils lancent maintenant à l'univers la nouvelle triomphante que nous nous serions joints à eux. C'est un mensonge, une chose impossible. Non parce qu'ils ont exécuté et torturé des centaines de nos camarades, parce qu'ils les ont laissé languir dans les prisons, mais parce que nous n'avons plus confiance en eux comme socialistes. Aujourd'hui ils sont mal en point : ils sentent approcher la fin. Ils redoutent la colère sacrée des masses populaires — et sous l'emprise de cette peur ils sont prêts à faire des concessions, à travailler avec nous, ces « traîtres et contre-révolutionnaires ». Mais cette attitude ne durera pas, — et s'ils réussissaient à raffermir leur situation, ils recommenceraient aussitôt, au nom d'une nouvelle idée quelconque, qui leur viendrait à l'esprit, à gratifier le peuple du bonheur en usant de la force des canons et des baïonnettes. Non : tant que la libre volonté du peuple ne sera pas rentrée dans ses droits, tant qu'il ne sera pas créé des garanties pour les libertés démocratiques essentielles, tant que se poursuivra, dans cette atmosphère étouffante de l'irresponsabilité et de la terreur l'écroulement de tous les piliers du socialisme, il ne peut y avoir de réconciliation entre nous et les bolcheviks. La situation de notre parti est actuellement difficile et même tragique : mais au nom de la grande idée du socialisme démocratique, nous sommes prêts à tous les sacrifices, à toutes les souffrances, même à la mort.

Nous croyons qu'à l'avenir aussi la résurrection du peuple russe viendra de ce côté. Il est faux et ridicule d'affirmer que le peuple russe a dépassé le stade du

régime démocratique : tout simplement il n'est pas mûr pour ce régime. On ne peut pas expliquer autrement le fait que les bolcheviks ont réussi, sans peine relativement, à détruire tous les germes des institutions et des libertés démocratiques. Mais le peuple russe a passé par une rude école. Il a éprouvé à son corps défendant où conduisent l'absence de solidarité, la lutte des passions et ses désirs déchaînés. Il commence à se pénétrer de cette vérité amère, que là où chacun ne pense qu'à lui-même ou à son petit groupement, tout doit périr ; il commence à comprendre qu'il ne peut sortir de l'abîme, qu'il n'a pas su éviter, qu'en suivant la voie éclairée par la lumière du socialisme démocratique. Toute intervention du dehors ne saurait donner que des résultats négatifs. Car de cette façon on ne ferait que remplacer une violence par une autre. Mais le peuple russe a tant souffert et souffre encore tant aujourd'hui sous la domination séculaire du knout et du bâton, qu'il ne saurait espérer sa libération du knout et du bâton...

***

Me sera-t-il permis de terminer en disant quelques mots de la révolution allemande ?

Que de fois me suis-je vu obligé de dire aux ouvriers et aux paysans russes : « Tout le malheur de la Russie, toute la cause du mal réside dans le fait que vous êtes un peuple insuffisamment raisonnable et éclairé. S'il y avait eu à votre place un autre peuple, pénétré de l'idée de la solidarité socialiste, prêt non seulement à manifester avec des drapeaux rouges au nom de cette solidarité, mais de faire pour elle tous

les sacrifices, en fournissant un labeur acharné, — il se serait tiré de la situation, même si elle avait été dix fois plus difficile. »

Et voilà la révolution éclatée en Allemagne. Elle a éclaté dans des conditions qui ressemblent aux nôtres, mais qui en diffèrent aussi à bien des égards. Ici le peuple entier est beaucoup plus cultivé, il a atteint un niveau plus élevé ; la classe ouvrière est plus nombreuse, plus organisée, plus imprégnée de l'esprit de solidarité. Mais ici aussi la révolution est arrivée à un moment où les masses ouvrières semblaient perdre leurs dernières forces. Ici aussi la libération est survenue après que les masses ouvrières eurent senti pendant des dizaines d'années le poids du poing capitaliste, après qu'elles eurent enduré des souffrances incroyables et sacrifié tant à la guerre mondiale. Ici aussi les partis socialistes avaient touché le lourd héritage d'un régime qui avait fait faillite ; de tous les côtés, du dehors comme du dedans, les créanciers se pressaient : des créanciers sans créances et des créanciers légitimes, des créanciers assoiffés de vengeance et impatients. Il ne peut y avoir qu'une voie de salut : le socialisme. Certes, il est difficile d'entreprendre la construction d'un édifice à un moment où l'on n'a presque pas de matériaux à sa disposition, où les ouvriers sont surmenés et épuisés et où ceux qui auraient pu être d'un grand secours à cause de leur expérience et de leur science, ne veulent pas prendre part à la construction nouvelle et déclarent se prêter seulement à la réparation du vieil édifice ébranlé et sans bases solides.

C'est ainsi que le peuple allemand aussi voit se dresser devant lui une tâche extrêmement difficile et presque tragique. Il s'en acquittera d'autant plus facilement

que les classes éclairées s'assimileront ce fait clair et simple : l'édifice social qui vient de crouler était basé sur la domination de la force, sur une profonde inégalité des classes. La guerre civile existait en lui à l'état latent et chronique. La construction totale était profondément injuste ; aussi était-elle destinée à crouler. Car l'histoire nous fournit la preuve que toute violence arrive tôt ou tard à échouer, en se heurtant contre une autre force, plus puissante encore, qui lui fait céder la place. Ce n'est que l'égalité totale du droit de tous à la liberté, au travail et à la vie qui peuvent fournir les conditions nécessaires pour un développement harmonieux de la société.

Aussi est-il inutile de s'indigner, si ceux qui ont eu si longtemps à souffrir de la violence, se montrent enclins à en user à leur tour. Il s'agit maintenant d'établir de quelle façon on pourrait réparer la faute le mieux et le plus rapidement possible. Il s'agit non seulement d'abandonner toute résistance active ou passive, mais d'aider sincèrement et honnêtement les masses à s'acquitter de leur tâche difficile. Ils ont là une excellente occasion de montrer la profondeur de leur patriotisme, du *vrai* patriotisme qui consiste non pas à réclamer des masses laborieuses les plus grands sacrifices, mais à se montrer disposé à faire à son tour les sacrifices les plus lourds.

Mais aux partis socialistes aussi incombe une vaste responsabilité. Une grande désunion semble régner maintenant entre ces partis, — et humainement cela n'est que trop compréhensible. Qu'on s'imagine une foule de gens perdus par une nuit de brouillard, sur un glacier. Tant que ces gens étaient sûrs de leur chemin, ils marchaient paisiblement côte à côte. Mais les

voilà dans une situation critique : ils ont perdu leur route et aussitôt éclate une dispute passionnée. Les uns disent qu'il faut prendre à gauche ; les autres affirment qu'il faut prendre à droite. D'autres encore, les plus faibles et les plus impatients, veulent courir en avant, croyant connaître la direction commune, et sans songer aux dangers qui les guettent à chaque pas. Tous sont épuisés et énervés, — et voici le moment arrivé où ils commencent à se soupçonner mutuellement de vouloir perdre leurs compagnons de route et à croire que c'est dans ce but que chacun propose son chemin à lui. L'amertume, la haine ne font que croître, — encore un instant et ils se jetteront les uns sur les autres. Eux, les frères, les amis d'hier engagent une lutte mortelle sur la glace où ils peuvent à peine garder l'équilibre. Et ils ne tardent pas à disparaître dans les crevasses.

C'est ainsi que les choses se sont produites en Russie... Faut-il qu'il en soit de même en Allemagne ? N'y aurait-il pas de paroles et d'arguments capables de faire revenir au dernier moment les gens à la raison ?

On a déjà atteint beaucoup si l'on reconnaît ceci : des ouvriers surmenés, aux mains calleuses, ne peuvent être amenés à se mettre au travail que si l'on éveille en eux la conviction profonde et solide qu'ils travailleront désormais au profit du socialisme. Pour raffermir en eux cette conviction il vaut la peine de faire de grands sacrifices. Il vaut la peine d'étudier de suite une série de réformes économiques radicales, sans se laisser intimider par le fait que leur réalisation n'irait, peut-être pour le moment pas sans difficulté, ou même sans dommage pour l'Etat. Car, en temps de révolution, ce sont les considérations politiques et non pas économiques qui importent le plus. Il ne faut pas

se laisser effrayer par la perte d'une partie quelconque, quand c'est le tout qui est menacé de débâcle. On ne peut pas trop compter sur l'organisation et l'instruction des masses ; surtout à un moment où existent tous les éléments des maladies mentales. Le bolchevisme est une de ces maladies. La guérir au moyen de la force armée est une chose impossible, de même qu'il est impossible de combattre par la méthode chirurgicale les abcès d'un homme dont le sang serait empoisonné. Ils se reformeraient tout de même, — aussi ne reste-t-il qu'à tenter de *guérir la maladie elle-même*. On n'y peut arriver que par un seul moyen : en tentant de construire, ne fût-ce que provisoirement, un édifice du socialisme, où les masses affamées et grelottantes trouveraient un abri temporaire. Plus tard on pourra tâcher, à tête reposée, d'améliorer cette construction comme on le voudra. Certes, il faut aussi du temps et de la prudence, pour que cette construction ne s'écroule pas aussitôt et n'enterre pas les masses sous ses débris.

Aussi voudrais-je vous dire, à vous aussi, camarades de gauche, quelques mots : en Russie, les bolcheviks ont tenté la réalisation immédiate du socialisme, en le proclamant tout simplement par décret et en usant ensuite aveuglément de la force armée. Cette tentative échoua totalement; mais ils réussirent d'autant mieux à faire autre chose. Ils réussirent à faire apparaître, aux yeux des camarades étrangers, sur la large étendue de la Russie déserte, affamée, déchirée par l'ennemi extérieur et la guerre civile, le mirage d'une vie nouvelle et merveilleuse. Au-dessus du sol dont jaillit le sang et d'où s'élèvent des cris de désespoir

et des gémissements, ils ont construit un château éphémère, constitué de décrets.

Les bolcheviks n'ont pas eu la patience d'attendre que l'arbre en fleurs de la vie nouvelle porte des fruits magnifiques, en s'enracinant toujours plus profondément dans le sol et en élevant sa cime vers les cieux. Au lieu de lui prodiguer des soins, ils ont décidé d'accélérer par force le processus organique de la croissance. Et ils n'ont pas cessé d'étirer l'arbre avec une telle force, une telle « énergie révolutionnaire », qu'ils ont fini par l'arracher du sol. Maintenant il gît là, desséché et mort, les racines tournées vers le soleil...

NOTICES

1. *Nouvelles du Bureau du Comité Central Exécutif*, 9 novembre 1918.

2. *La Volonté Ouvrière*, 16 octobre 1918.

3. *Nouvelles du Bureau du Comité Central Exécutif*, 18 octobre 1918.

4. Déclaration du commissaire à l'agriculture Metcheriakof ; *Volonté Ouvrière*, 8 octobre 1918.

5. *La Volonté Ouvrière*, 4 et 9 octobre 1918.

6. *La Commune du Nord*, 6 octobre 1918.

7. *La Volonté Ouvrière*, 8 octobre 1918.

8. *Ibid*, 3 octobre 1918.

9. *La Pauvreté*, 17 octobre 1918.

10. D'un discours d'une paysanne à la Conférence panrusse des ouvrières (*Nouvelles du Bureau du Comité Central Exécutif*, 19 novembre 1918.)

11. *La Volonté Ouvrière*, 24 octobre 1918.

12. *Gazette du Commerce et de l'Industrie*, n° 50 (juin 1918).

13. *La Pravda de Petrograd*, 28 août 1918.

14. *Ibid*, 30 octobre 1918.

15. *La Volonté Ouvrière*, 13 octobre 1918.

16. *Nouvelles du Bureau du Comité Central Exécutif*, 3 novembre 1918.

17. *Ibid.*

18. *La Vie Economique* (journal officiel du Conseil suprême économique), n° 8.

19. *La Volonté Ouvrière*, 2 octobre 1918.

20. *Ibid*, 24 octobre 1918.

21. *Gazette du Commerce et de l'Industrie*, n° 40.

22. *Nouvelles du Conseil suprême économique*, n° 3.

23. *Ibid*, n° 1.

24. *La Volonté Ouvrière*, 22 octobre 1918.

25. *Nouvelles du Conseil suprême économique*, n° 3.

26. *La Vie Economique*, n° 2.

27. *La Gazette du Commerce et de l'Industrie*, n° 38.

28. *Ibid*, n° 40.

29. *La Vie Economique*, n° 12.

31. *Nouvelles du Conseil suprême économique*, n° 2.

32. *La Volonté Ouvrière*, 15 octobre 1918.

33. *Nouvelles du Conseil suprême économique*, n° 3.

34. *Ibid*, n° 1.

35. *Ibid*, n° 3.

36. *Nouvelles du Bureau du Comité Central Exécutif*, 21 novembre 1918.

37. *La Vie nouvelle*, n° 113, 1918.

38. *Nouvelles du Conseil suprême économique*, n° 1.

39. *La Vie Economique*, n° 12.

40. *Nouvelles du Bureau du Comité Central Exécutif*, 1er novembre 1918.

41. *Ibid*, 3 décembre 1918.

42. *Revue Hebdomadaire de la Commission Extraordinaire*, n° 1, p. 28.

43. *Nouvelles du Bureau du Comité Central Exécutif*, 21 novembre 1918.

44. *Ibid*, 3 novembre 1918.

45. *Ibid.*

46. *Revue hebdomadaire de la Commission Extraordinaire*, n° 4, p. 28.

47. *Ibid*, p. 15.

48. *Nouvelles du Bureau du Comité Central Exécutif*, 19 novembre 1918.

49. *Revue hebdomadaire de la Commission Extraordinaire*, n° 1, p. 26.

50. *Nouvelles du Bureau du Comité Central Exécutif*, 5 novembre 1918.

51. *Revue hebdomadaire de la Commission Extraordinaire*, n° 1, p. 18.

52. *Ibid*, n° 3, p. 15.

53. *La Volonté Ouvrière*, 10 octobre 1918.

54. *Nouvelles du Bureau du Comité Central Exécutir*, 21 novembre 1918.

55. *Ibid*, 26 novembre 1918.

56. *Vie Economique*, n° 4, Nouvelles de la ville de Toula.

57. *Nouvelles du Conseil suprême économique*, n° 1.

58. *Ibid*, n° 2.

59. *La Volonté Ouvrière*, 2 octobre 1918.

60. *La Vie Economique*, n° 12.

61. *Nouvelles du Bureau du Comité Central Exécutif*, 18 novembre 1918.

62. *La Pravda de Pétrograd*, 27 août 1918.

63. *Ibid.*, 19 novembre 1918.

64. *Ibid.*, 3 octobre 1918.

65. *Ibid.*, 24 août 1918.

66. *La Volonté Ouvrière*, 10 octobre 1918.

67. *Gazette du Commerce et de l'Industrie*, n° 40.

68. *Nouvelles du Conseil Suprême économique*, n° 1.

69. N° 4.

70. *Gazette du Commerce et de l'Industrie*, n° 38.

71. *Nouvelles du Conseil suprême économique*, n° 3.

72. *Gazette du Commerce et de l'Industrie*, n° 38.

TABLE DES MATIERES

Imp. « Union », 46, boulevard Saint-Jacques, Paris.

